



MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE 2023

RÉSULTATS DE LA NEUVIÈME ENQUÊTE
EN LIGNE CONCERNANT L'ANNÉE 2023

SANTÉ SEXUELLE SUISSE remercie tous les centres et services spécialisés qui ont participé à l'enquête en ligne relative au monitoring de la santé sexuelle en Suisse en 2023.

Lausanne/Berne, juin 2025

IMPRESSUM

Auteure: Céline Berset

celine.berset@sexuelle-gesundheit.ch

Accompagnement expert: Annelies Steiner

annelies.steiner@sexuelle-gesundheit.ch

Relecture scientifique: Caroline Jacot-Descombes

caroline.jacot-descombes@sante-sexuelle.ch

Relecture linguistique: Lea Dora Illmer

Traduction française: Dorette Fasoletti

Conception graphique: Agence TRIO

MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE 2023 – SOMMAIRE

1	Introduction au monitoring	5
1.1.	Le rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	5
1.2.	Buts du monitoring	5
1.3.	Méthodologie	5
2	Synthèse des résultats	9
2.1.	Centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5	9
2.2.	Contraception	9
2.3.	Infections sexuellement transmissibles	9
2.4.	Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire	10
2.5.	Excision (E/MGF)	10
3	Centres de consultation invités à participer à l'enquête	11
3.1.	Centres de consultation en matière de grossesse reconnus	11
3.2.	Autres services intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle	12
3.2.1.	Autres services dans le domaine de l'éducation sexuelle et des IST	12
3.2.2.	Autres centres dans le domaine de la grossesse et du conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal	12
3.2.3.	Autres centres dans le domaine E/MGF	12
4	Domaine Grossesse	14
4.1.	Conseil en matière de grossesse	14
4.1.1.	Conseil psychosocial lors de grossesse et après l'accouchement	14
4.1.2.	Conseil psychosocial aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans	14
4.1.3.	Conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal	15
4.2.	Interruption de grossesse	16
4.3.	Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète	16
4.4.	Accouchement confidentiel	16
5	Domaine Contraception/Contraception d'urgence	19
5.1.	Conseil dans le domaine de la prévention des grossesses	19
5.1.1.	Conseil en contraception	19
5.1.2.	Conseil en contraception testiculaire alternative	20
5.1.3.	Moyens de contraception	21
5.2.	Accès à la contraception d'urgence	22
6	Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)	24
6.1.	Dépistage des infections sexuellement transmissibles	24
6.2.	Traitement des infections sexuellement transmissibles	26



7	Domaine Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle	28
7.1.	Éducation sexuelle en milieu scolaire	28
7.1.1.	Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire	28
7.1.2.	Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire	29
7.1.3.	Lieux d'intervention concernant l'éducation sexuelle en milieu scolaire	30
7.1.4.	Thèmes prioritaires d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire	30
7.1.5.	Conseil spécialisé au personnel enseignant	31
7.1.6.	Conseil spécialisé aux parents	31
7.1.7.	Approche par les pairs en milieu scolaire	31
7.2.	Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)	31
7.2.1.	Offre de prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire	31
7.2.2.	Nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention (setting)	31
7.2.3.	Thèmes prioritaires abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire	33
7.2.4.	Approche par les pairs en milieu extrascolaire	34
8	Excision (Excision / Mutilations génitales féminines, E/MGF)	35
8.1.	Conseil spécialisé	35
9	Commentaire final de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	36
Annexe		37

1 INTRODUCTION AU MONITORING

1.1. Le rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

SANTÉ SEXUELLE SUISSE (ci-après SSCH) est l'organisation faîtière des centres de conseil, des services d'éducation sexuelle, des organisations professionnelles et des spécialistes du domaine de la santé sexuelle et de l'éducation sexuelle en Suisse. Elle est partenaire de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) pour la mise en œuvre du programme national VIH et autres infections sexuellement transmissibles (PNVI) en 2023 (NAPS dès 2024) ainsi que de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse RS 857.5 et son ordonnance d'application¹. SSCH s'engage au niveau national et international pour une éducation sexuelle holistique et pour la promotion et le respect des droits sexuels. Elle est membre accrédité de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF).

SSCH s'engage pour l'accès de toute personne vivant en Suisse à des prestations de santé sexuelle. Elle promeut la qualité de ces prestations et soutient ses membres dans l'exercice de leur mandat.

1.2. Buts du monitoring

Le monitoring vise à fournir des informations quantitatives relatives à des domaines spécifiques de la santé sexuelle et à donner ainsi une plus grande visibilité aux prestations dispensées par les organisations membres.

- * Il documente une partie des prestations et des domaines d'activité des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par la loi fédérale ainsi que d'autres centres spécialisés.
- * Il renseigne sur les prestations du domaine de l'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire² dispensées par les centres et services spécialisés en santé sexuelle.
- * Il sert à l'élaboration des rapports que SSCH est tenue de livrer régulièrement aux organisations nationales et internationales desquelles elle est mandataire ou partenaire.

Ce rapport présente l'évaluation des données de l'année 2023 et constitue ainsi le neuvième monitoring publié par SSCH.³ Les chiffres comparatifs des années précédentes sont présentés entre crochets [xxx].⁴

1.3. Méthodologie

L'enquête a été réalisée au moyen de l'outil de sondage Kobo Toolbox. L'outil informatique a été mis à disposition du 31.10.2024 au 09.12.2024 pour la saisie des données de l'année 2023.⁵ L'évaluation des données a eu lieu au cours du premier semestre 2025. Le monitoring est conduit une fois par année.

1 Loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse RS 857.5 du 9.10.1981. Ordonnance 857.51 du 12.10.1983.

2 Sur la base de ces informations, le site <https://www.sexualaufklaerung-schule.ch> est actualisé une fois par année.

3 Tous les rapports « Monitoring de la santé sexuelle en Suisse » sont disponibles sur: [Monitoring des centres de santé sexuelle | Santé Sexuelle Suisse \(sante-sexuelle.ch\)](https://www.sante-sexuelle.ch)

4 Lorsque les données sont significatives et remontent suffisamment loin, des valeurs comparatives sont indiquées jusqu'en 2020 inclus. Pour faciliter la lecture, nous avons renoncé à indiquer plus de trois années de comparaison entre crochets dans le texte. Certains diagrammes illustrant des tendances remontent au-delà de l'année 2020.

5 Pour quelques exceptions jusqu'au 20.01.2025.



Ont été invités à participer au monitoring 2023 :

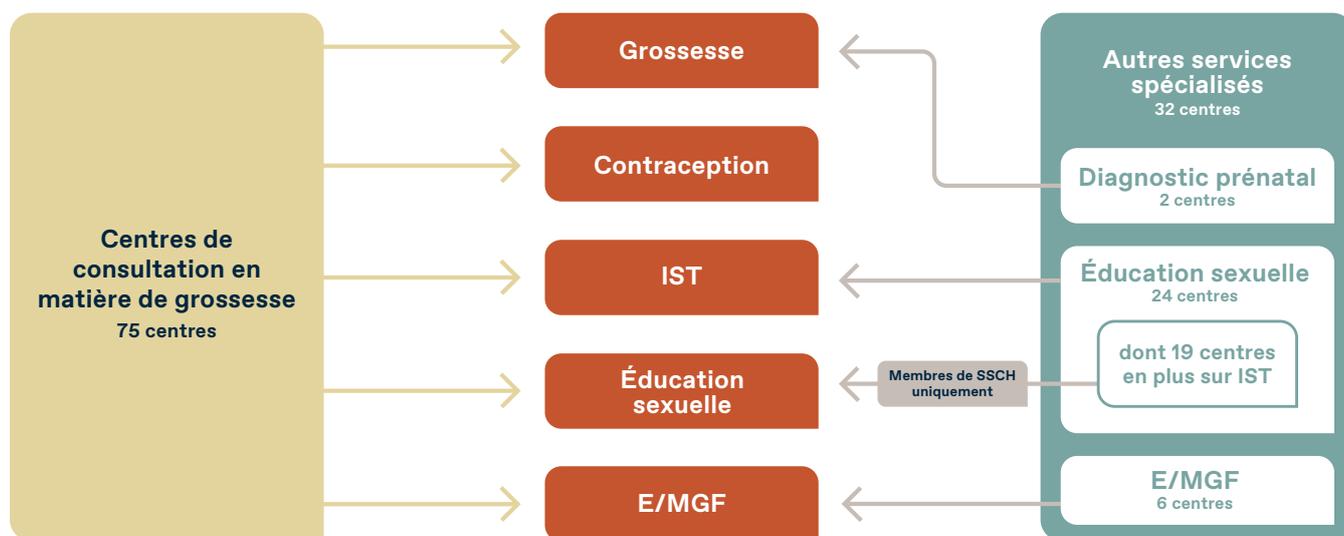
75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons (selon la loi fédérale RS 857.5) pour les domaines suivants :

- Grossesse
- Contraception / Contraception d'urgence
- Infections sexuellement transmissibles
- Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle
- Excision (E/MGF)

32 autres services spécialisés intégrés au répertoire des centres de consultation pour les domaines suivants :

- Grossesse et conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal (2 centres)
- Infections sexuellement transmissibles (19 centres)
- Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle (24 centres)
- E/MGF (6 centres)

III. 1: Aperçu des centres et services invités à participer au monitoring 2023



Exemple de lecture : en 2023, 75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus et 24 autres services spécialisés ont reçu les questions relatives à l'éducation sexuelle.



Les données ont été regroupées et assemblées pour donner une image de l'ensemble de la Suisse, ainsi que des régions linguistiques (Suisse alémanique et latine).

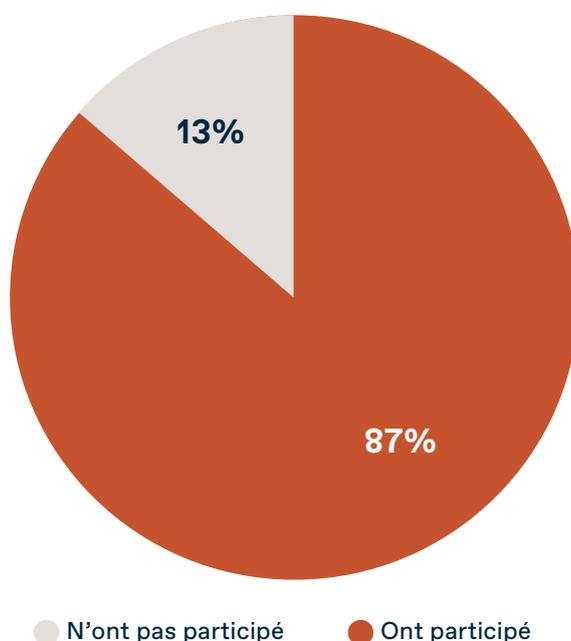
L'enquête menée dans le cadre du monitoring de la santé sexuelle en Suisse ne recouvre pas l'ensemble des questions traitées par les centres de consultation en matière de grossesse et ne reflète ainsi pas l'intégralité de l'offre de prestations.⁶ Le monitoring prend en compte les domaines et prestations relevant de la loi fédérale ou de mandats, ainsi que les prestations requises pour l'établissement des rapports destinés aux importantes organisations partenaires nationales et internationales. Pour ce qui concerne le domaine de l'éducation sexuelle, d'autres services spécialisés du répertoire des centres,⁷ en plus des centres de consul-

tation en matière de grossesse reconnus, ont été invités à participer à l'enquête (ill. 1). En ce qui concerne le domaine des IST, l'enquête a été menée dans les autres services spécialisés qui sont membres de SSCH.

Pour la première fois, des données ont été collectées sur le thème E/MGF. Outre les centres de consultation en matière de grossesse reconnus, six centres régionaux contre l'excision (E/MGF) ont été questionnés sur ce thème.

L'illustration 2 présente en pourcent le taux de réponse des centres et services invités à participer à l'enquête en ligne. Les illustrations 3a-e présentent en pourcent le taux de réponse des centres dans les différents domaines thématiques concernés.

III. 2: Taux de réponse en pourcent de tous les centres et services invités, 2023 (n=107)



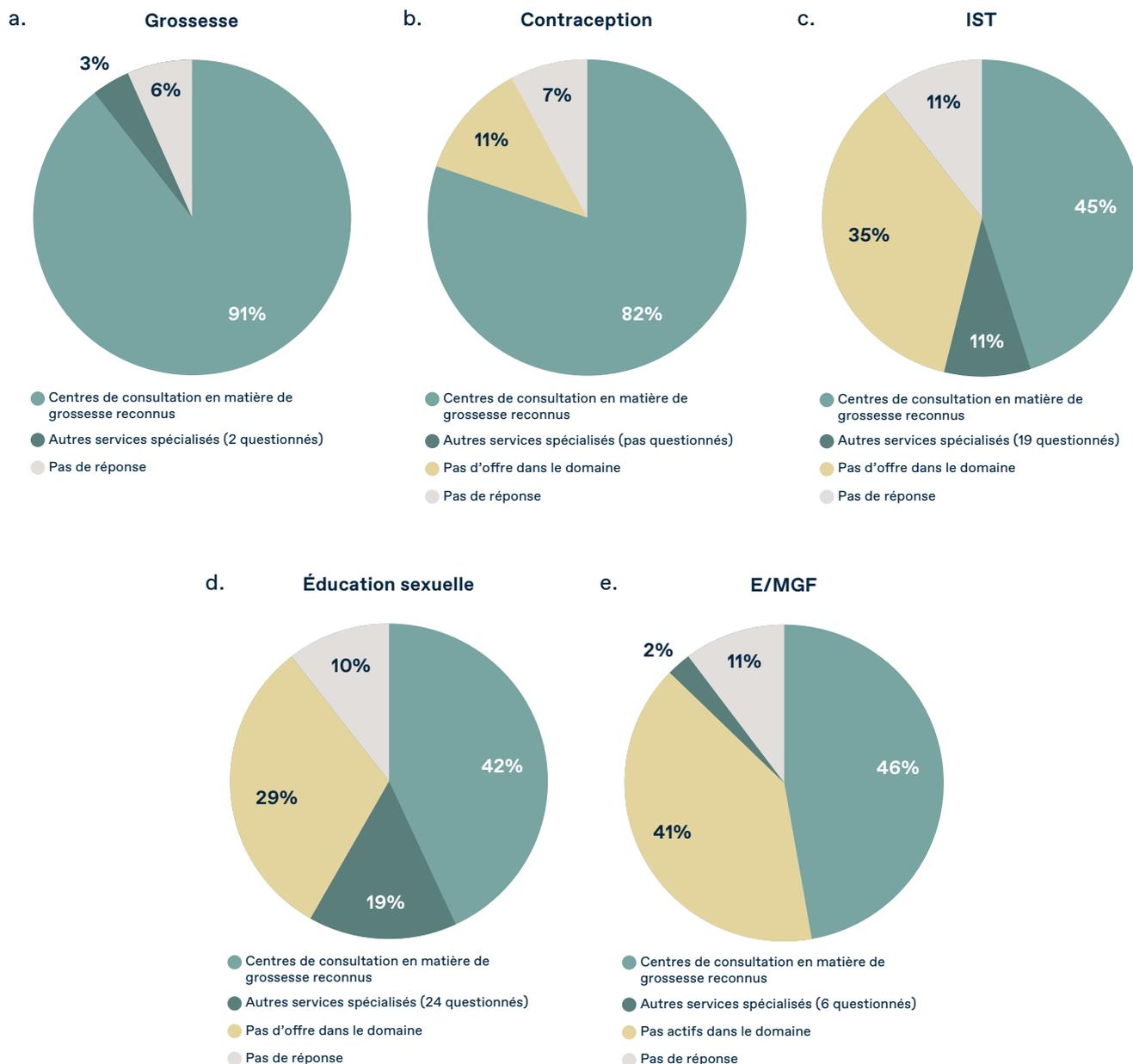
Exemple de lecture: 87% des 107 centres et services invités à participer au monitoring 2023 ont rempli le questionnaire en ligne.

6 Selon les mandats attribués par les cantons, les centres de consultation en matière de grossesse proposent encore d'autres prestations que le conseil en matière de grossesse défini par la loi fédérale RS 857.5. Exemples : conseil en sexualité, sexologie, désir d'enfant inassouvi, stérilité, prévention des violences sexualisées, etc.

7 Répertoire des centres de santé sexuelle en Suisse : <https://www.sante-sexuelle.ch/centres-de-conseil>



III. 3a-e: Pourcentage de réponses des centres et services invités, par domaine d'activité, 2023



2 SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

2.1. Centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5

- * En 2023, le nombre de centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse s'élevait à 75, soit deux de plus que les années précédentes.
- * 70 centres sur 75, soit 93% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, ont participé à l'enquête en ligne 2023 [2022: 90%, 2021: 93%, 2020: 92%].
- * Dans le domaine de la consultation psychosociale lors de grossesse et après l'accouchement, des personnes se sont classées pour la première fois dans la catégorie « divers ». Les personnes ayant indiqué « divers » représentaient 0,2% des personnes conseillées.
- * Par rapport au total des personnes directement concernées par la grossesse, le taux des adolescentes enceintes de moins de 16 ans est resté à un niveau très bas de 0,3% [2022: 0,3%, 2021: 0,4%, 2020: 0,4%].
- * 31% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus ont reçu en 2023 des demandes de conseil sur l'accouchement confidentiel [2022: 34%]. 50 consultations sur le thème de l'accouchement confidentiel ont ainsi été effectuées en 2023.

2.2. Contraception

- * 70% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposent au moins un moyen de contraception [2022: 64%, 2021: 72%, 2020: 57%].
- * 97% des centres proposant des moyens de contraception délivrent des préservatifs externes gratuitement ou à prix réduit [2022: 97%, 2021: 80%, 2020: 80%].
- * 57% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposent des prestations de conseil en contraception alternative [2022: 43%]. L'augmentation par rapport à l'année précédente est nette.
- * 29% des services ont fourni en 2023 des prestations de conseil en matière de contraception alternative [2022: 23%, 2021: 24%, 2020: 23%]. 190 personnes ont bénéficié de conseils [2022: 44, 2021: 91].
- * 65% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposant des prestations dans le domaine de la contraception indiquent proposer au moins une méthode de contraception d'urgence [2022: 61%, 2021: 67%, 2020: 61%].

2.3. Infections sexuellement transmissibles

- * 82% des centres proposant le dépistage des IST proposent les tests des « Big Five » (chlamydias, gonorrhée, VIH, syphilis et hépatite). La tendance à disposer d'une palette plus élargie de tests IST s'est confirmée en 2023.
- * Le nombre de tests IST a continué d'augmenter fortement en 2023. Ainsi, selon 68% des centres interrogés, 16'456 tests de chlamydia ont par exemple été effectués en 2023 [2022: 13'670 selon indications de 79% des centres].



2.4. Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire

- * Le monitoring 2023 fait état de 72 services d'éducation sexuelle en milieu scolaire [2022: 71, 2021: 70, 2020: 68]. 72% interviennent en milieu scolaire et 57% en milieu extrascolaire.
- * L'offre d'interventions dans le domaine de la pédagogie spécialisée est à nouveau en hausse depuis 2022 et s'élevait à 71% en 2023 [2022: 65%, 2021: 59%, 2020: 76%].
- * Les thèmes prioritaires traités en milieu scolaire n'ont pas beaucoup changé depuis 2016: «Relations, amour, amitié» (94%), «Santé reproductive» (92%), «Prévention VIH/IST» (90%), «droits sexuels» (88%).
- * Les thèmes dans le domaine scolaire se sont de plus en plus diversifiés au cours des dernières années. En plus des thèmes prédéfinis, les thèmes suivants ont été mentionnés: «Consentement», «Sexualité», «Sexe en solo», «Circoncision», «Développement psychosexuel», «Discours sexistes» et «Travail du sexe».
- * En ce qui concerne le domaine extrascolaire, le classement des thèmes prioritaires diffère de celui du domaine scolaire: «violence sexualisée, prévention» (90%), «Droits sexuels» (78%) «Relations, amour, amitié» (76%) et «Santé reproductive» (76%).
- * Le pourcentage des services ayant proposé en 2023 une approche par les pairs en milieu scolaire est de 21%, restant ainsi à un niveau stable par rapport aux années précédentes [2022: 19%, 2021: 22%, 2020: 22%].
- * Avec 17%, le pourcentage des services ayant proposé en 2023 une approche par les pairs en milieu extrascolaire est en léger recul [2022: 19%, 2021: 17%, 2020: 8%].

2.5. Excision (E/MGF)

- * 48% des services ayant participé à l'enquête ont indiqué avoir fourni des conseils dans le domaine E/MGF.
- * 54% d'entre eux ont indiqué combien de fois le thème E/MGF a fait l'objet d'une consultation psychosociale, à savoir dans 70 cas.

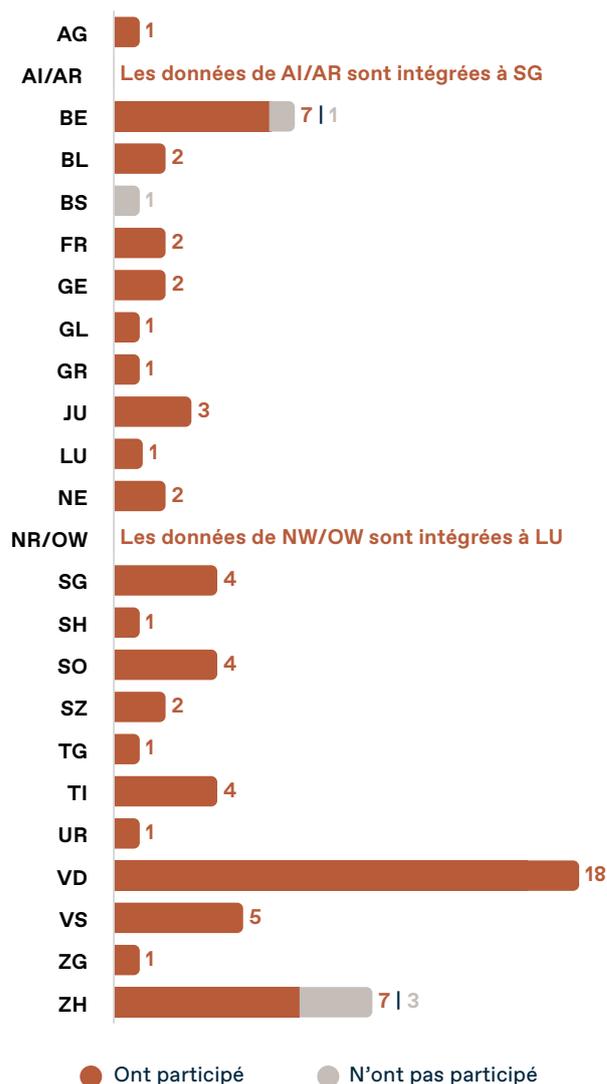
3 CENTRES DE CONSULTATION INVITÉS À PARTICIPER À L'ENQUÊTE

3.1. Centres de consultation en matière de grossesse reconnus

Fin 2023, le nombre des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse s'élevait à 75⁸ [2022: 73, 2021: 73, 2020: 73]. Ces centres ont été invités à répondre à l'ensemble des questions, y compris celles des domaines « Grossesse », « Contraception / Contraception d'urgence », « Infections sexuellement transmissibles », « Éducation sexuelle / Formation en santé sexuelle » et « E/MGF » (ill. 1).

Le taux de retour en 2023 est à nouveau légèrement supérieur à celui de l'année précédente: 70 centres sur 75, soit 93% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse ont participé à l'enquête en ligne 2023 [2022: 90%, 2021: 93%, 2020: 92%]. L'enquête a été complétée par des centres établis dans 21 cantons et comprend ainsi les résultats des 25 cantons.⁹ Dans presque tous les cantons, des centres mandatés ont ainsi participé directement ou indirectement au monitoring 2023. Deux cantons, Berne et Zurich, ne sont pas entièrement représentés, leurs centres n'ayant pas tous pris part à l'enquête en ligne. Les données du canton de Bâle-Ville manquent totalement (ill. 4).

III. 4: Représentation cantonale de la participation des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons au monitoring 2023 (n=75)



Entièrement représentés, 23 cantons: AG (1 sur 1), AI/AR (sous SG), BL (2 sur 2), FR (2 sur 2), GE (2 sur 2), GL (1 sur 1), GR (1 sur 1), JU (3 sur 3), LU (1 sur 1), NE (2 sur 2), NW/OW (sous LU), SG (4 sur 4), SH (1 sur 1), SO (4 sur 4), SZ (2 sur 2), TG (1 sur 1), TI (4 sur 4), UR (1 sur 1), VD (18 sur 18) VS (5 sur 5), ZG (1 sur 1)

Partiellement représentés, 2 cantons: BE (7 sur 8), ZH (7 sur 10)

Non représenté: 1 canton (BS 0 sur 1)

8 Sont venus s'ajouter à la liste le Centre de Santé Sexuelle du Réseau de l'Arc à St. Imier dans le canton de Berne et l'Antenne Santé Sexuelle Onex (HUG) dans le canton de Genève.

9 Les 4 demi-cantons AI et AR, ainsi que NW et OW sont compris dans les données de SG et LU.



3.2 Autres services intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle

3.2.1. Autres services dans le domaine de l'éducation sexuelle et des IST

Ont également été invités à participer à l'enquête en ligne 24 autres services intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle et proposant des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle [2022: 24, 2021: 22, 2020: 22]. 21 de ces 24 autres services (89%) ont complété le questionnaire en ligne portant sur l'éducation sexuelle [2022: 96%, 2021: 100%, 2020: 91%]. 19 de ces 24 autres services sont membres de SSCH et ont été invités en plus à répondre aux questions sur les IST. 47% de ces 19 autres services ont indiqué avoir une offre dans le domaine «Infections sexuellement transmissibles» (ill. 3c-3d).

3.2.2. Autres centres dans le domaine de la grossesse et du conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal

Ont également participé à l'enquête deux autres centres reconnus par le canton de Zurich comme centres de consultation spécialisés en matière d'information et de conseil en diagnostic prénatal (ill. 3a).¹⁰

3.2.3. Autres centres dans le domaine E/MGF

Pour la première fois cette année, six centres régionaux de lutte contre l'excision (E/MGF) ont été invités à participer à l'enquête. 33% de ces centres (2 sur 6) ont participé au monitoring 2023 (ill. 3e).

Commentaire SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 3: Domaine «Centres invités à participer à l'enquête en ligne»

Base légale des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons: Loi fédérale RS 857.5 du 9.10.1981 ainsi que l'ordonnance d'application RS 857.51 du 12.12.1983.

Taux de réponse

Il est encourageant de constater que le taux de réponse des centres de consultation en matière de grossesse reconnus a légèrement augmenté, se situant à nouveau à un niveau élevé. Il est probable que les centres tiennent à ce que des chiffres significatifs soient disponibles au niveau national. Comme les années précédentes, ce sont surtout les données des grands hôpitaux qui manquent. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que les responsables changent plus souvent ou qu'il n'y a pas assez de ressources pour participer au monitoring.

Décentralisation

En 2023, deux nouveaux centres de consultation en matière de grossesse reconnus sont venus s'ajouter à la liste. Le nombre de centres (75) est donc revenu au niveau d'avant 2019. Une augmentation du nombre de centres est notamment observée en Suisse romande. La décentralisation constatée rapproche les centres de la population et favorise ainsi un accès à bas seuil aux consultations.

¹⁰ Centre spécialisé 1: appella - conseil téléphonique et en ligne. Centre spécialisé 2: Association pour le conseil global et l'information critique en diagnostic prénatal.



En résumé, on peut distinguer deux processus : 1) Une organisation peut créer plusieurs centres ou antennes afin d'assurer une meilleure couverture territoriale. PROFA ou SIPE en sont des exemples. 2) Deux organisations fusionnent pour être plus efficaces et réaliser des économies d'échelle. Ces deux processus ne sont pas contradictoires. Ainsi, le canton du Valais bénéficie d'une large couverture territoriale en matière de centres, même si le SIPE a repris l'Antenne Sida du Haut-Valais.

SSCH recommande, dans la mesure du possible, de faciliter l'accès aux services sur le plan géographique.

Nouveaux centres : points de contact contre les mutilations génitales féminines

Les points de contact régionaux contre les mutilations génitales féminines ont été interrogés pour la première fois cette année. Le taux de réponse des centres de consultation en matière de grossesse reconnus opérant dans ce domaine est élevé. Le taux de réponse des six centres ayant reçu uniquement des questions E/MGF doit toutefois encore être amélioré. SSCH s'attend à ce que ce taux de réponse augmente régulièrement dans les années à venir. Le Réseau contre les mutilations génitales féminines, dont SSCH est membre, soutiendra les centres dans cette démarche.

4 DOMAINE GROSSESSE

4.1. Conseil en matière de grossesse

L'outil d'enquête recueille les données concernant les consultations en matière de grossesse et les personnes directement concernées (dossiers). Le chapitre suivant présente les données transmises par les centres de consultation en matière de grossesse reconnus et les deux autres centres spécialisés dans le domaine du diagnostic prénatal, soit 70 centres de consultation en matière de grossesse reconnus et les 2 centres spécialisés (ill. 3a).

Les données couvrent les trois domaines suivants¹¹

- le conseil psychosocial durant la grossesse et après l'accouchement, ainsi qu'en cas d'interruption de grossesse, de conflits, de tests de grossesse, etc.
- le conseil psychosocial aux **adolescentes de moins de 16 ans**
- le conseil indépendant en diagnostic prénatal **aux femmes enceintes**

Ces trois domaines sont détaillés aux chapitres 4.1.1 à 4.1.3.

En 2023, selon extrapolation,¹² 37'250 consultations ont été menées dans ces trois domaines de conseil en matière de grossesse [2022: 40'346, 2021: 35'915]¹³ et 26'665 personnes directement concernées (dossiers) ont bénéficié de conseils [2022: 23'942, 2021: 21'363, 2020: 22'312].¹⁴ Le tableau 1 présente les données obtenues sur le nombre de dossiers et le nombre de consultations avec et sans extrapolation par domaine thématique.

4.1.1. Conseil psychosocial lors de grossesse et après l'accouchement

Les données suivantes concernent le conseil psychosocial pendant la grossesse et après l'accouchement, ainsi qu'en cas d'interruption de grossesse, de conflits, de tests de grossesse, etc.

En 2023, selon extrapolation,¹⁵ le nombre de consultations basées sur la loi fédérale RS 857.5 est de 36'256 [2022: 38'463, 2021: 33'451]. Selon extrapolation, ce sont ainsi 25'843 personnes directement concernées (dossiers) qui ont bénéficié de conseils [2022: 22'530, 2021: 20'214, 2020: 21'198].¹⁶

58% des centres (42 sur 72) ont en outre pu fournir des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 92,8% des personnes se sont classées sous féminin et 7% sous masculin. Pour la première fois cette année, 49% des centres (35 sur 72) ont fourni des informations sur les personnes qui se sont classées sous divers, à savoir 0.2% des personnes. En chiffres absolus, ces pourcentages représentent 13'586 personnes de genre féminin, 1'047 de genre masculin et 29 divers.

4.1.2. Conseil psychosocial aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans

En plus du mandat de centre de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5, tous les centres disposent d'un mandat cantonal pour le conseil aux adolescentes de moins de 16 ans, basé sur l'article 120c du Code pénal suisse.

Selon extrapolation,¹⁷ 219 consultations ont été menées en 2023 [2022: 185, 2021: 142]. Le nombre de dossiers reste inchangé avec 93 personnes directement concernées [2022: 78, 2021: 75, 2020: 78].¹⁸

60% des centres (43 sur 72) ont en outre fourni des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 95% des personnes se sont

11 Les domaines du conseil psychosocial et du conseil social ont fait l'objet de questions séparées dans l'enquête, mais ils sont regroupés dans le monitoring sous « conseil psychosocial durant la grossesse et après l'accouchement, ainsi qu'en cas d'interruptions de grossesse, de conflits, de tests de grossesse, etc. ».

12 Dans les groupes de données où des indications sur les consultations et sur le nombre de personnes directement concernées (=dossiers) ont été fournies, on compte en moyenne X consultations pour 1 personne directement concernée. La valeur moyenne a été utilisée pour extrapoler les données manquantes là où le nombre de consultations ou le nombre de personnes directement concernées n'était pas connu. Dans les chapitres qui suivent, nous mentionnerons à chaque fois la valeur moyenne qui a servi de base de calcul, car elle varie d'un domaine à l'autre. Exemple: en moyenne, dans le domaine du conseil psychosocial, 1 personne directement concernée est conseillée 1,5 fois. Les extrapolations n'ont été introduites que depuis le monitoring 2020, ce qui explique que les chiffres comparatifs ne remontent pas plus loin.

13 En 2020, le total des consultations n'a pas été évalué en raison de données incomplètes.

14 Sans extrapolation, 25'276 consultations ont été effectuées en 2023 dans les trois domaines de la consultation en cas de grossesse [2022: 23'330, 2021: 27'326] et 26'392 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2022: 22'940, 2021: 20'781, 2020: 21'458].

15 Moyenne de 1,22 pour les consultations sociales et de 1,45 pour les consultations psychosociales.

16 Sans extrapolation, 24'512 consultations ont été effectuées en 2023 sur la base de la loi fédérale RS 857.5 [2022: 22'960, 2021: 26'868] et 25'570 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2022: 21'521, 2021: 19'633, 2020: 20'359].

17 Moyenne de 2,80.

18 Sans extrapolation, 161 consultations ont été effectuées en 2023 dans le domaine des femmes enceintes de moins de 16 ans [2022: 160, 2021: 82] et 93 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2022: 76, 2021: 75, 2020: 66].



classées sous féminin et près de 5% sous masculin. Aucun centre ne mentionne des personnes se classant sous divers. En chiffres absolus, ces pourcentages représentent 82 personnes de genre féminin, 4 de genre masculin et 0 divers.

Par rapport au total des personnes directement concernées par le domaine grossesse, les adolescentes enceintes de moins de 16 ans représentent 0,3% [2022: 0,3%, 2021: 0,4%, 2020: 0,4%]. Ce pourcentage reste ainsi au niveau très bas de l'année précédente (Ill. 5).

4.1.3 Conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal

À l'exception d'un canton, tous les centres de consultation en matière de grossesse reconnus disposent d'un mandat pour le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales.¹⁹ Selon extrapolation,²⁰ 775 consultations ont été menées en 2023 [2022: 1'698, 2021: 2'322].²¹ Selon extrapolation, le nombre de dossiers reste inchangé avec 729 personnes directement concernées (dossiers) [2022: 1'334, 2021: 1'074, 2020: 1'033].²²

33% des centres (24 sur 70) ont par ailleurs pu fournir des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 94% des personnes se sont classées sous féminin et presque 6% sous masculin. Aucun centre ne mentionne des personnes se classant sous divers. En chiffres absolus, ces pourcentages correspondent à 286 personnes de genre féminin, 17 de genre masculin et 0 divers.

Tableau 1: Aperçu de l'ensemble des personnes bénéficiaires (dossiers) et des consultations en matière de grossesse (avec et sans extrapolation), 2023 (n=72)

	Dossiers (personnes directement concernées)	Données de % des centres
Conseil en matière de grossesse ²³	25'843 personnes sans extrapolation: 25'570 personnes	75% 72%
Adolescentes enceintes de moins de 16 ans	93 personnes sans extrapolation: 93 personnes	72% 72%
Conseil indépendant en diagnostic prénatal	729 personnes sans extrapolation: 729 personnes	46% 46%
Total	26'665 personnes sans extrapolation: 26'392 personnes	

	Consultations	Données de % des centres
Conseil en matière de grossesse	36'256 consultations sans extrapolation: 24'512 consultations	75% 64%
Adolescentes enceintes de moins de 16 ans	219 consultations sans extrapolation: 161 consultations	72% 57%
Conseil indépendant en diagnostic prénatal	775 consultations sans extrapolation: 603 consultations	46% 36%
Total	37'250 consultations sans extrapolation: 25'276 consultations	

Exemple de lecture: En 2023, selon les indications de 72% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, 93 personnes de moins de 16 ans ont été conseillées dans le domaine de la grossesse.

19 Base légale: loi fédérale 810.12 sur l'analyse génétique humaine, article 17.

20 Moyenne de 1,29.

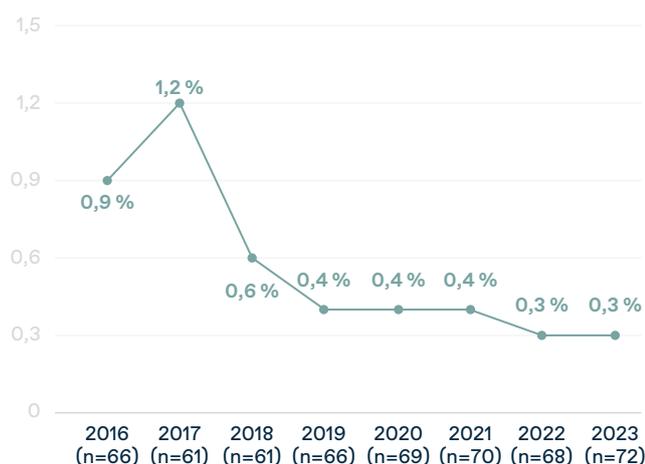
21 La forte baisse du nombre de consultations et de dossiers s'explique par le fait qu'en 2023, les données d'un grand hôpital font défaut.

22 Sans extrapolation, 603 consultations ont été effectuées en 2023 dans le domaine du diagnostic prénatal [2022: 210, 2021: 466] et 729 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2022: 1'334, 2021: 1'074, 2020: 1'033].

23 Conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesse, grossesses ambivalentes, tests de grossesse, etc., ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement.



III. 5: Pourcentage des adolescentes enceintes de moins de 16 ans par rapport au total des personnes directement concernées (dossiers) dans le domaine de la grossesse, 2016-2023



● En %, part des moins de 16 ans du total des personnes conseillées dans le domaine de la grossesse

Exemple de lecture : En 2023, dans le domaine de la grossesse, les adolescentes de moins de 16 ans ont représenté 0,3% de l'ensemble des personnes directement concernées (dossiers).

4.2. Interruption de grossesse

70 centres, à savoir tous les centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé au monitoring 2023, ont répondu à la question de savoir s'ils pratiquaient des interruptions de grossesse dans le centre lui-même ou dans ses structures. 40% des interruptions ont été pratiquées dans le centre lui-même ou dans ses structures [2022: 24%, 2021: 26%, 2020: 25%]. Tous ces centres pratiquent aussi bien des interruptions de grossesse chirurgicales que médicamenteuses.²⁴

4.3. Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète

À l'exception des centres qui proposent uniquement des interruptions de grossesse médicamenteuses, tous indiquent prendre également en charge les personnes en cas d'interruption de grossesse incomplète.

4.4. Accouchement confidentiel

Dans le cadre de ce monitoring, les centres ont été interrogés pour la deuxième fois sur le thème de l'accouchement confidentiel. 31% des centres (22 sur 70) ont indiqué avoir reçu des demandes de conseil à ce sujet [2022: 34%]. 55% d'entre eux (12 sur 22) ont recensé le nombre de demandes de conseil. Tous ont fourni des informations sur les consultations effectivement réalisées. En 2023, 50 consultations (consultations en face à face, par téléphone et par mail) ont ainsi été réalisées sur le thème de l'accouchement confidentiel. Le nombre élevé de consultations, combiné au nombre restreint de centres, montre clairement qu'une personne concernée (dossier) a besoin de nombreux conseils, car les cas sont souvent complexes. Six centres, la plupart rattachés à des hôpitaux, n'ont pu fournir aucune indication sur les demandes de conseil dans ce domaine.

16% des centres (11 sur 70) souhaitent avoir plus de compétences dans le domaine de l'accouchement confidentiel. Ont été mentionnés le souhait d'un dossier avec des informations sur tous les processus dans les hôpitaux et responsabilités, les bases légales, un webinar, un guide cantonal, une clarification concernant les offices d'état civil, la saisie et l'accès aux données, ainsi qu'un feedback des centres effectuant déjà de telles consultations. 20% des centres (14 sur 70) ont indiqué qu'ils ne savaient pas de quelles compétences ils ont besoin dans le domaine de l'accouchement confidentiel. Le nombre étonnamment élevé de réponses « je ne sais pas » montre le manque de connaissances dans ce domaine. Il est toutefois réjouissant de constater que 61% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (43 sur 70) se sentent compétents et capables de conseiller dans ce domaine.

²⁴ Les données provenant des 8 centres du canton de VD (Fondation PROFA - Consultation de santé sexuelle et Planning familial) ne sont pas différenciées dans le monitoring.



Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 4 : Domaine « Grossesse »

Conseil psychosocial lors de grossesse et après l'accouchement

À l'avenir, le monitoring ne devrait plus distinguer entre le conseil social et psychosocial. Cette distinction est défavorable, car elle peut conduire à la stigmatisation. Elle suggère en effet que les personnes souhaitant avoir une interruption de grossesse auraient besoin d'un conseil psychosocial car elles seraient psychologiquement affectées. À l'inverse, ceci peut aussi donner l'impression que les personnes volontairement enceintes ont uniquement besoin d'informations sur la grossesse et ne peuvent pas se trouver dans des situations de stress.

Au total, davantage de personnes directement concernées ont été conseillées en 2023 qu'en 2022. Parallèlement, le volume des consultations a diminué. Ainsi, une grande partie des besoins en conseils a pu être couverte en une seule séance. Le modèle PLIS-SIT pourrait expliquer le fait que de nombreuses personnes n'ont recours qu'aux deux premiers niveaux «Permission» et «Limited Information» lors d'une consultation. Il leur suffit donc de pouvoir aborder ouvertement leur demande et de recevoir des informations limitées et spécifiques.

Le monitoring 2023 fait état d'une forte augmentation des personnes se classant dans la catégorie de genre «divers». Une raison simple est que les centres proposent de plus en plus cette catégorie. Cette évolution est réjouissante et SSCH la salue. Une forte augmentation du nombre de personnes se déclarant de genre masculin est en même temps constatée.

Les adolescentes enceintes de moins de 16 ans

Par rapport au nombre total des personnes conseillées, le pourcentage des adolescentes enceintes de moins de 16 ans reste à un niveau très bas (0,3%). Cette enquête ainsi que les statistiques annuelles des interruptions de grossesse chez les moins de 16 ans indiquent que les grossesses sont rares dans ce groupe d'âge. Les personnes de moins de 16 ans ont souvent deux séances ou plus avec le centre.

Consultation des personnes enceintes sur les examens prénataux

Le nombre de consultations et de personnes conseillées sur les examens prénataux a fortement diminué. Ce recul s'explique par le fait que les données d'un grand hôpital zurichois manquent en 2023. Comme il n'y a que peu de centres qui effectuent chaque année un grand nombre de consultations, les données manquantes d'un hôpital ont une grande influence sur le nombre total.

Interruption de grossesse

En 2023, 40% des interruptions de grossesse ont été pratiquées dans les centres ou au sein de leurs structures [2022: 24%, 2021: 26%, 2020: 25%]. Cette nette augmentation par rapport aux années précédentes montre un renforcement de l'accès à l'interruption de grossesse.



Accouchement confidentiel

Il est apparu que certains centres ne savent pas s'ils conseillent en matière d'accouchement confidentiel. SSCH recommande aux centres de rechercher cette information. Pour les meilleures pratiques et des informations complémentaires sur la thématique de l'accouchement confidentiel, SSCH renvoie au [guide du centre Seges](#) et aux informations sur le [site internet de SSCH](#).

5 DOMAINE GROSSESSE

5.1. Conseil dans le domaine de la prévention des grossesses

5.1.1. Conseil en contraception

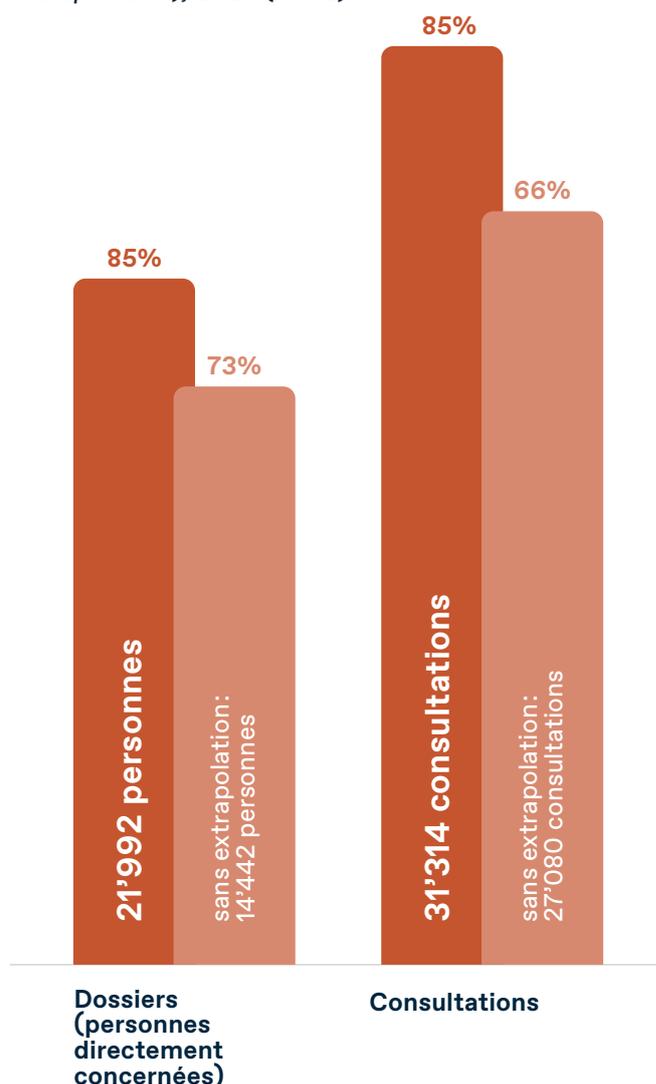
Tous les centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé au monitoring 2023 proposent le conseil en contraception.²⁵ Les données concernant la contraception ont été fournies par 93% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, prestataires également dans le domaine de la contraception (62 sur 67), (ill. 3b). Les pourcentages indiqués au chapitre 5 concernent donc les centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête et fourni des données relatives au domaine du conseil en contraception (n=62).²⁶

En 2023, 30'917 consultations ont été effectuées selon extrapolation²⁷ [2022: 23'612, 2021: 28'363]. Au total, 21'992 personnes directement concernées ont pu bénéficier d'une consultation [2022: 17'530, 2021: 21'186, 2020: 16'682 personnes].²⁸

52% des centres (32 sur 62) ont en outre pu fournir des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 91% des personnes se sont classées sous féminin, près de 9% sous masculin et 0,06% sous divers. En chiffres absolus, ceci correspond à 10'260 personnes de genre féminin, 1'009 de genre masculin et 7 divers.

Près de trois quarts des centres, soit 73 % (45 sur 62) proposent des consultations gratuites [2022: 88 %].

Tableau 2: Aperçu des personnes directement concernées (dossiers) et des consultations dans le domaine de la prévention de la grossesse (avec et sans extrapolation), 2023 (n=62)



Exemple de lecture: selon 88% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, également prestataires dans le domaine de la contraception, 21'992 personnes ont eu recours en 2023 à du conseil en contraception.

²⁵ Ne sont pas compris ici les 8 centres du canton de VD (conseil en périnatalité) qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse. Un centre a indiqué qu'il proposait exclusivement des conseils en matière de contraception dans le cadre de consultations prénatales. Les données de ce centre ont été prises en compte dans le chapitre sur la contraception.

²⁶ Il s'agit également des centres qui proposent théoriquement des conseils en matière de contraception, mais qui n'en ont pas donné.

²⁷ Moyenne de 1,40.

²⁸ Sans extrapolation, 27'080 consultations ont été effectuées en 2023 dans le domaine de la contraception [2022: 22'053, 2021: 20'533, 2020: 16'508] et 14'422 personnes directement concernées ont été conseillées [2022: 13'465, 2021: 20'533, 2020: 16'508].



5.1.2. Conseil en contraception testiculaire alternative²⁹

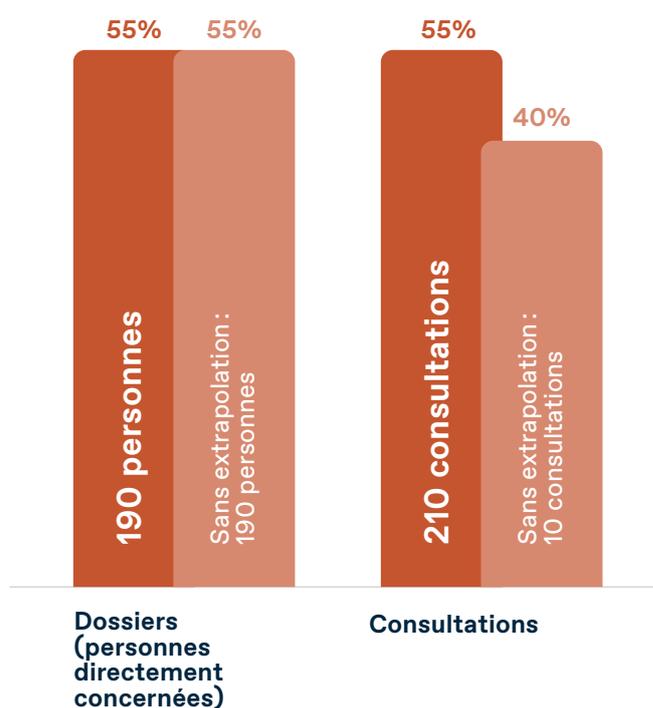
57% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus indiquent proposer du conseil en contraception testiculaire alternative [2022: 43%]. En 2023, 29% ont effectivement fourni des prestations dans ce domaine [2022: 23%, 2021: 24%, 2020: 23%].

En 2023, 210 consultations ont été effectuées selon extrapolation³⁰ [2022: 87, 2021: 103]. Le nombre de dossiers reste inchangé, avec 190 personnes directement concernées (dossiers) [2022: 44, 2021: 91].³¹

Il existe dans ce domaine de grandes différences entre les régions de Suisse: la question de la contraception testiculaire alternative est avant tout un sujet de préoccupation en Suisse romande. On observe que les cantons bilingues ont également mené plus de consultations dans ce domaine.

42% des centres (26 sur 62) ont indiqué qu'ils souhaitaient davantage de compétences dans le domaine de la contraception testiculaire alternative [2022: 23%]. Ont été en particulier mentionnées des informations sur la disponibilité actuelle des méthodes de contraception testiculaire alternative, sur la recherche et le marché, sur les prix et le suivi, des statistiques concrètes, des échanges entre spécialistes ainsi que, de manière explicite, sur la contraception testiculaire thermique.

Tableau 3 : Aperçu des personnes bénéficiaires (dossiers) et des consultations dans le domaine de la contraception testiculaire alternative (avec et sans extrapolation), 2023 (n=62)



Exemple de lecture: Selon les données de 57% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, également prestataires dans le domaine de la contraception, un total de 190 personnes ont reçu en 2023 des conseils sur le thème de la contraception testiculaire alternative.

²⁹ L'enquête ne pose pas la question de la «contraception masculine», mais celle de la «contraception testiculaire alternative». Une explication de ce changement de terminologie se trouve dans le [Monitoring 2022](#), p. 15. Par «contraception testiculaire alternative», on entend toutes les méthodes de contraception qui constituent une alternative aux méthodes de contraception traditionnelles (préservatifs externes, vasectomie).

³⁰ Moyenne de 1,04.

³¹ Sans extrapolation, 10 consultations ont été effectuées en 2023 dans le domaine de la contraception alternative [2022: 81, 2021: 99, 2020: 40] et 190 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2022: 44, 2021: 89]. Seuls six centres ont fourni des indications sur le nombre de consultations, ce qui explique le faible nombre de consultations (10 seulement).



5.1.3. Moyens de contraception

68% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2023 (42 sur 62) proposent au minimum un moyen de contraception [2022: 64%, 2021: 72%, 2020: 57%]. 48% des centres (30 sur 62) indiquent avoir prescrit des contraceptifs hormonaux [2022: 43%, 2021: 48%, 2020: 41%].

Remise de préservatifs (externes, internes)

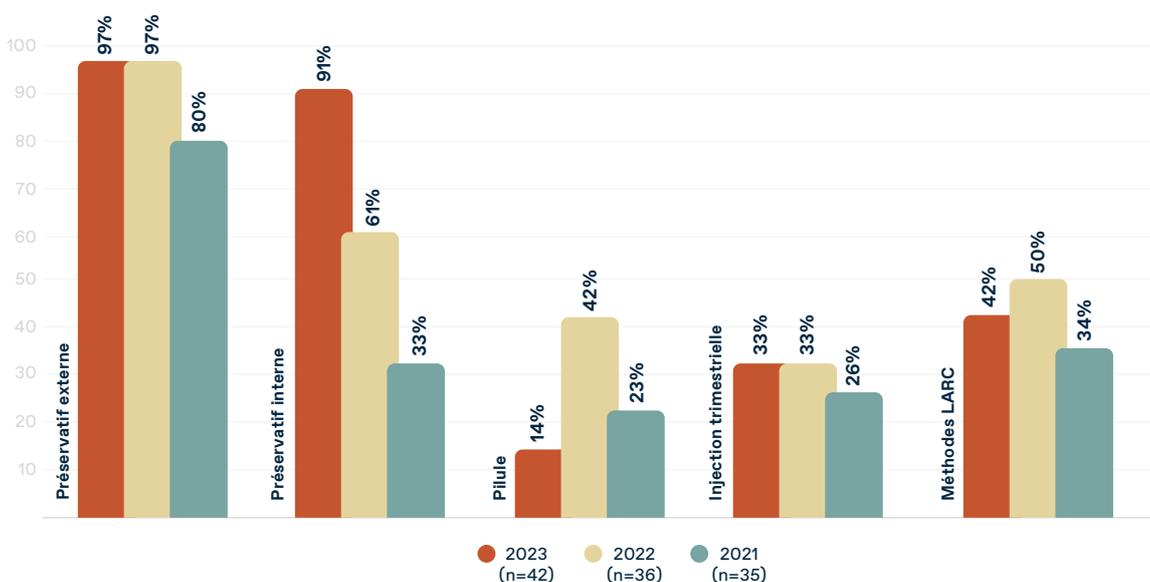
Les préservatifs externes étaient disponibles auprès de 83% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus délivrant des contraceptifs (35 sur 42) [2022: 89%, 2021: 76%, 2020: pas de données]. 97% d'entre eux indiquent les remettre gratuitement ou à prix réduit [2022: 97%, 2021: 80%, 2020: 80%]. Les préservatifs internes étaient disponibles auprès de 55% des centres délivrant des contraceptifs (23 sur 42) [2022: 61%, 2021: 50%, 2020: pas de données]. 91% d'entre eux les ont remis gratuitement ou à prix réduit [2022: 61%, 2021: 33%, 2020: 33%] (III.6).

Contraceptifs hormonaux et contraceptifs réversibles de longue durée d'action

79% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus délivrant des contraceptifs (33 sur 42) ont proposé au minimum un contraceptif hormonal [2022: 58%, 2021: 74%, 2020: 64%]. 82% des centres délivrant des contraceptifs hormonaux (27 sur 33) ont prescrit l'injection trimestrielle [2022: 90%] et 94% des centres la pilule [2022: 90%]. 85% des centres (28 sur 33) proposent les méthodes LARC,³² c'est-à-dire des méthodes de contraception réversibles de longue durée d'action [2022: 100%].

79% des centres délivrant des contraceptifs (33 sur 42) disposent d'une offre de contraceptifs à prix réduit ou gratuits [2022: 86%, 2021: 83% 2020: 83%]. Ces 33 centres ont tous été en mesure d'énumérer les groupes de personnes bénéficiaires: selon les données de 58% des centres (19 sur 33), les bénéficiaires sont des groupes de personnes vulnérables [2022: 61%]. Les préservatifs externes sont souvent mis à la disposition de tous les groupes de personnes dans les centres, ou sont remis sur demande. 36% des centres (12 sur 33) indiquent que tous les groupes de personnes peuvent bénéficier des tarifs réduits [2022: 39%, 2021: 19%].

III. 6: Centres de consultation ayant remis des moyens de contraception à prix réduit ou gratuitement, en %, 2021-2023



Exemple de lecture: En 2023, dans 91% des centres de conseil en grossesse qui prescrivent des contraceptifs, les préservatifs internes étaient disponibles gratuitement ou à prix réduit.

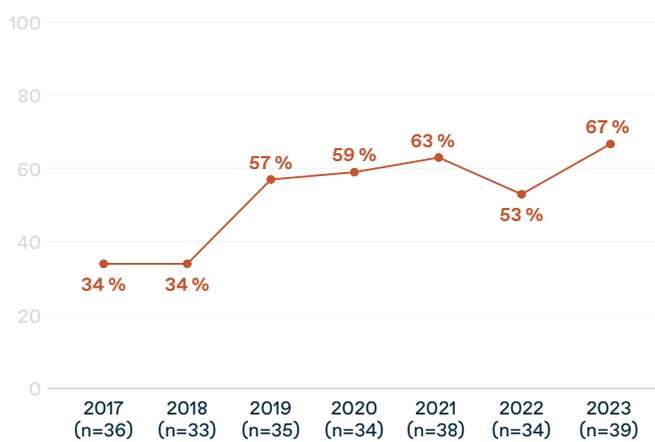
32 Long-Acting Reversible Contraception LARC : dispositif intra-utérin DIU ou implant.



5.2. Accès à la contraception d'urgence

63% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, également prestataires dans le domaine de la contraception, proposent au minimum une méthode de contraception d'urgence (39 sur 60). Ce pourcentage n'a que légèrement évolué ces dernières années [2022: 61%, 2021: 67%, 2020: 61%]. Presque tous ces centres, à savoir 97%, indiquent délivrer la contraception d'urgence hormonale [2022: 94%]. Il était possible d'obtenir la pose d'un dispositif intra-utérin DIU (stérilet d'urgence)³³ auprès de deux tiers (67%) des centres (ill. 7).

III. 7: Pose d'un dispositif intra-utérin DIU «stérilet d'urgence», 2017-2023



● Pose d'un dispositif intra-utérin DIU «stérilet d'urgence»

Exemple de lecture: En 2023, la pose d'un «stérilet d'urgence» était possible auprès de 67% des centres de consultation en matière de grossesse proposant la contraception d'urgence.

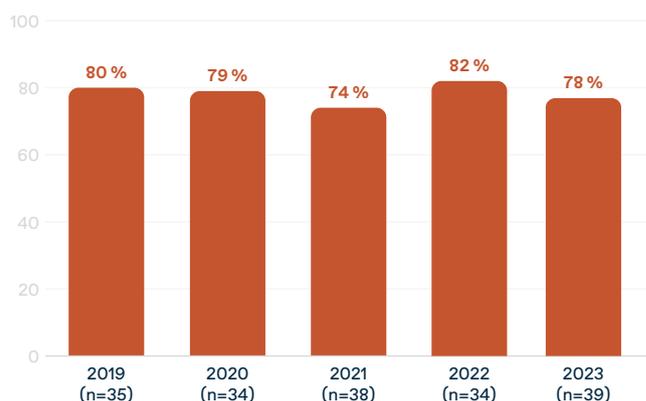
78% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (30 sur 39) ont proposé en 2023 la contraception d'urgence gratuitement ou à des tarifs réduits (ill. 8).

De ce total, 26 centres ont délivré la contraception d'urgence hormonale à un tarif réduit [2022: 24, 2021: 24, 2020: 22] et auprès de 5 centres le «stérilet d'urgence» a été posé à un tarif réduit [2022: 3, 2021: 15, 2020: 15].³⁴ La contraception d'urgence hormonale a été remise gratuitement par 22 centres [2022: 18, 2021: 10, 2020: 7].³⁵

Il convient de mentionner que les centres de consultation en matière de grossesse reconnus peuvent bénéficier d'un tarif spécial du fabricant d'UPA et de LNG (produits originaux), négocié par SSCH. De plus, les prestations de conseil auprès des centres sont gratuites. De cette manière, les coûts facturés aux bénéficiaires devraient en tous les cas être plus avantageux que les tarifs des pharmacies.

74% des centres (29 sur 39) ont pu indiquer les groupes de personnes bénéficiaires: la contraception d'urgence gratuite est principalement délivrée aux groupes de personnes vulnérables. Les personnes ayant des difficultés financières, les personnes en situation de précarité ainsi que les jeunes et les moins de 25 ans ont été explicitement mentionnés. 52% des centres qui ont fourni des informations sur le groupe de personnes bénéficiaires (15 sur 29) ont indiqué que toutes les personnes ont accès à la contraception d'urgence à un prix avantageux ou gratuitement. Comme pour la contraception, la contraception d'urgence profite de plus en plus à toutes les personnes et pas exclusivement aux groupes vulnérables.

III. 8: Centres offrant une contraception d'urgence gratuite ou à prix réduit en %, 2019-2023



● Contraception d'urgence gratuite ou à prix réduit

Exemple de lecture: En 2023, 78% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus qui offrent la contraception d'urgence la délivrent gratuitement ou à prix réduit.

33 Ces centres se trouvent dans les cantons suivants: BE, BS, FR, VD, ZH.

34 Ces centres se trouvent dans les cantons suivants: BE, FR.

35 Ces centres se trouvent dans les cantons suivants: BE, JU, NE, TI, VD.



Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 5: Domaine « Contraception »

Conseils en matière de contraception

Le besoin de conseils en contraception est élevé. Le nombre de consultations a augmenté dans le monitoring 2023. Et ce, bien que les centres ayant fourni des informations sur le nombre de consultations en contraception et sur les personnes conseillées soient moins nombreux qu'en 2022. Les consultations en matière de contraception représentent donc une grande partie des consultations des centres et contribuent à l'accès à la contraception et à la prévention. Il est par ailleurs intéressant de noter qu'une consultation de contraception sur dix du monitoring de cette année concerne une personne classée dans la catégorie de genre masculin.

Trois quarts des centres ont proposé des consultations de contraception gratuites en 2023, une baisse par rapport à 2022 (de 88% à 75%). Pour SSCH, une contribution importante à l'accès à la contraception serait que tous les cantons permettent un accès gratuit aux consultations de contraception. L'« European Contraception Atlas » 2023 montre que la Suisse obtient un résultat « moyen » dans le domaine de la contraception. Des conseils gratuits en matière de contraception contribueraient à une amélioration, en rendant ainsi l'accès plus facile. SSCH recommande donc aux centres de vérifier si les conseils en matière de contraception figurent déjà dans le contrat de prestations du canton concerné.

Contraception testiculaire alternative

Les consultations sur la contraception testiculaire alternative ont à nouveau augmenté par rapport aux années précédentes. Cette augmentation s'explique par les indications d'un hôpital, l'Unité de Santé Genève, qui travaille actuellement à une [étude sur le thème de la contraception](#).

Remise de moyens de contraception

SSCH salue le développement de la remise de moyens de contraception à prix réduit ou gratuits, même si cet accès reste très inégal selon les régions. 79% des centres délivrant des moyens de contraception disposent d'une telle offre en 2023. Même si ce chiffre est en légère baisse, un taux de près de 80% est encourageant. L'accès aux moyens de contraception pour les personnes défavorisées sur le plan socio-économique est donc simplifié. Ceci est aussi important par le fait qu'en Suisse, les initiatives politiques visant à financer les moyens de contraception par le biais des caisses-maladie n'ont eu aucune chance jusqu'à présent.³⁶ Les centres contribuent à combler cette lacune.

Contraception d'urgence

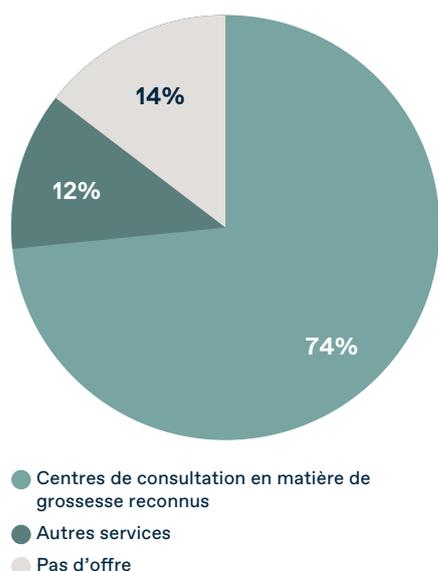
Le nombre de centres proposant au moins une méthode de contraception d'urgence continue d'augmenter et se situe à son niveau le plus élevé depuis le début de ce monitoring. Ce constat est également réjouissant, car il améliore l'accès à bas seuil à la contraception d'urgence.

³⁶ Par exemple l'intervention parlementaire de mars 2025: http://www.parlament.ch/de/services/news/Seiten/2025/20250320121047618194158159026_bsd099.aspx

6 DOMAINE INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES (IST)

Les 75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que les 19 autres services, membres de SSCH, ont reçu le questionnaire pour répondre à ce domaine thématique.³⁷ Ainsi, 89% des centres actifs dans le domaine des IST ont répondu aux questions relatives aux IST. 54% des centres (51 sur 94) ayant participé à l'enquête proposent également des conseils en matière d'IST (ill. 3c). Parmi eux, 86% des centres (44 sur 51) proposaient un dépistage des IST.

Ill. 9: Centres proposant une offre de dépistage des IST, 2023. En % de tous les centres fournissant des conseils en matière d'IST (n=51)



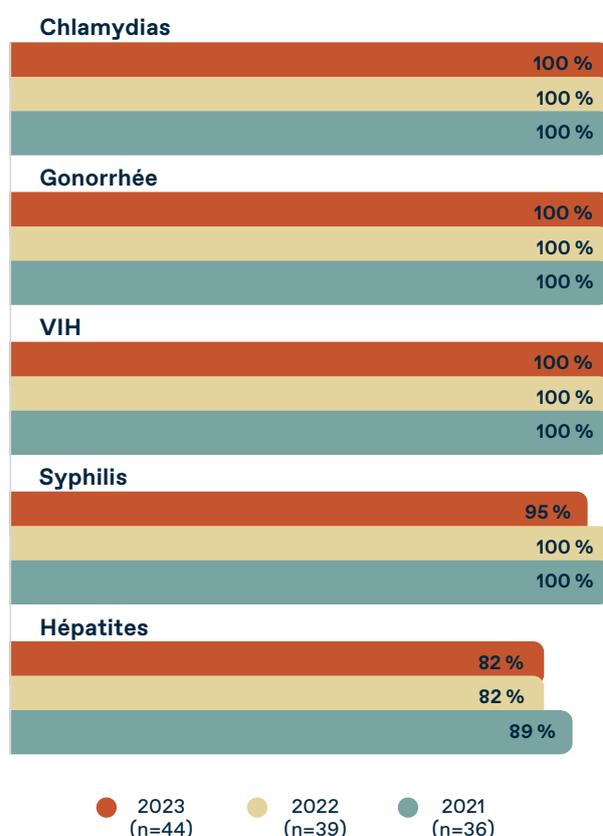
Exemple de lecture: 86% (74% + 12%) de tous les centres actifs dans le domaine des IST proposaient également des tests pour au moins une infection sexuellement transmissible (IST).

6.1. Dépistage des infections sexuellement transmissibles

Les questions de l'enquête portaient sur le dépistage des infections sexuellement transmissibles dites des « Big Five », soit le VIH, la syphilis, les hépatites, la gonorrhée et les chlamydias. Tous les centres et services proposant une offre de dépistage ont effectué des tests de chlamydias, gonorrhée et VIH (ill. 10). 95% ont en plus testé la syphilis et 82% les hépatites. 34% des centres et services ont proposé d'autres dépistages d'infections sexuellement transmissibles. Ont été

mentionnés, les tests concernant les ureaplasma, les mycoplasma, la lymphogranulomatose vénérienne, le HSV, le papillomavirus, le trichomonas et le chancre mou.

Ill. 10: Centres proposant une offre de dépistage des IST, 2023. Par IST. En % de tous les centres proposant une offre de dépistage, 2021-2023



Exemple de lecture: 100% des centres proposant le dépistage des IST ont proposé en 2023 le dépistage des chlamydias, de la gonorrhée et du VIH.

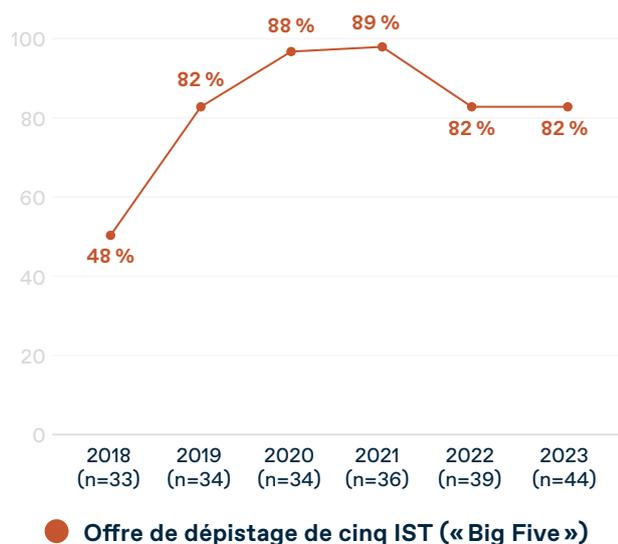
37 Des explications précises à ce sujet figurent au chapitre 3.2.1, ill. 1 et ill. 3c.



On peut en conclure que dans les centres proposant le dépistage, il est généralement possible d'effectuer des tests pour au moins quatre IST différentes, voire cinq dans la plupart des cas (36 sur 44).

La tendance vers une offre de dépistage permettant de tester l'ensemble des « Big Five » s'est encore confirmée en 2023. Avec 82%, l'offre pour les « Big Five » est au même niveau que l'année précédente (Ill. 11).

Ill. 11: Offre de dépistage de 5 IST (« Big Five ») par les centres de consultation en matière de grossesse en %, 2018-2023



Exemple de lecture: 82% des 44 centres proposant le dépistage des IST en 2023 proposent le dépistage de cinq IST: VIH, gonorrhée, chlamydias, syphilis, hépatites.

En chiffres absolus, 64'642 tests IST ont été effectués en 2023, soit une nette augmentation par rapport aux années précédentes [2022: 51'351³⁸, 2021: 25'754, 2020: 19'666]. Cela s'explique notamment par le fait que davantage de centres ont fourni des informations à ce sujet que précédemment (tableau 4). Cette année encore, les centres n'ont toutefois pas tous saisi dans l'enquête en ligne des données complètes sur le dépistage des IST. Les centres rattachés à des hôpitaux, en particulier, n'ont souvent pas fourni de données à ce sujet. Les centres indépendants des hôpitaux ont tendance à livrer davantage d'informations sur le nombre de tests IST effectués.

Tableau 4: Par IST: Nombre de centres ayant livré des données sur le dépistage des IST et nombre de tests IST effectués 2021-2023

IST	Daten aus X Stellen	%
Chlamydias	16'456	30 68%
	13'670	31 79%
	8'100	28 78%
Gonorrhée	15'714	30 68%
	13'328	31 79%
	7'475	28 78%
VIH	16'306	35 80%
	11'715	35 90%
	5'047	32 89%
Syphilis	11'230	34 77%
	9'237	31 79%
	2'934	28 78%
Hépatites	4'936	28 64%
	3'401	28 72%
	2'198	24 67%

● 2023 (n=44) ● 2022 (n=39) ● 2021 (n=36)

Exemple de lecture: En 2023, 30 centres de consultation en matière de grossesse ont effectué 16'456 tests de chlamydias. 68% des centres qui testent les IST ont livré des données.

38 Ajusté en raison d'une erreur dans le rapport 2022.



68% des centres (30 sur 44) ont fourni des données sur le nombre de personnes testées [2022: 64%, 2021: 81%, 2020: 68%]. En chiffres absolus, dans les 30 centres ayant fourni des données, 32'496 personnes ont été testées [2022: 13'952, 2021: 7'813, 2020: 6'794]. 83% des centres ayant fourni des données sur les personnes testées (25 sur 30) ont fourni des précisions sur le genre des personnes testées [2022: 88%, 2021: 76%, 2020: 62%]. Ainsi, 14,5% des personnes se sont enregistrées sous féminin, 84% sous masculin, 1,5% sous divers. Ce qui, en chiffres absolus, correspond à 3'736 personnes de genre féminin [2022: 4'027, 2021: 4'036, 2020: 2'852], 21'672 de genre masculin [2022: 5'854, 2021: 3'088, 2020: 2'704], et 387 divers [2022: 73, 2021: 7, 2020: 2].

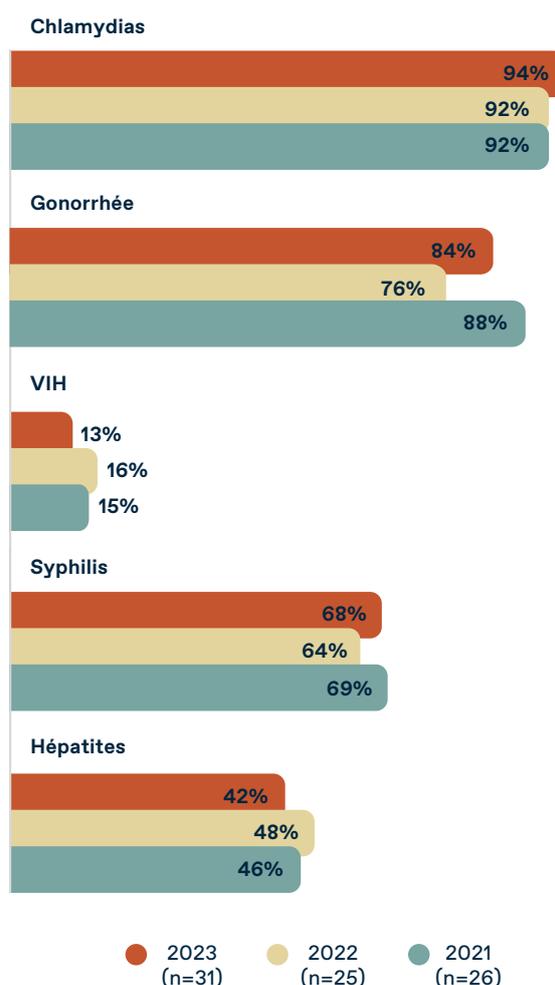
6.2. Traitement des infections sexuellement transmissibles

70% des centres ayant une offre de tests (31 sur 44) ont proposé le traitement d'au moins une IST. Les questions portaient sur le traitement des infections sexuellement transmissibles dites des «Big Five», soit le VIH, la syphilis, les hépatites, la gonorrhée et les chlamydias.

Des centres et services proposant le traitement des IST, 94% ont traité les chlamydias et 84% la gonorrhée. 68% indiquent traiter les infections de la syphilis et 42% proposent le traitement des hépatites. Le traitement du VIH est possible auprès de 13% des centres (Ill. 12). 42% des centres mentionnent le traitement d'«autres IST». Ont été mentionnés les ureaplasma, les mycoplasma, les papillomavirus et l'herpès génital.

52% des centres proposant au moins un traitement (16 sur 31) ont recensé le nombre de traitements [2022: 60%, 2021: 50%]. Le nombre de traitements effectués a de nouveau fortement diminué par rapport à l'année précédente. Au total, 132 traitements ont été administrés [2022: 579, 2021: 498].

Ill. 12: Centres proposant le traitement des IST, 2021-2023. Par IST. En %, centres proposant une offre de traitement des IST, en comparaison avec 2021-2023



Exemple de lecture: Des centres proposant le traitement des IST en 2023, 94% ont traité les chlamydias.



Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 6: Domaine « Infections sexuellement transmissibles »

Offre de dépistage des IST

La tendance à une large offre de dépistage s'est encore confirmée en 2023. Ceci contribue à atteindre les objectifs de l'OMS visant à éliminer les hépatites et le VIH, objectifs qui ont été intégrés au programme NAPS dès 2024.

Nombre de tests

Le nombre de tests IST effectués en 2023 est nettement plus élevé qu'en 2022. Cette forte augmentation permet d'identifier clairement la stratégie de test de l'OFSP.

Données sur le genre

Il est réjouissant de constater que les centres sont de plus en plus nombreux à enregistrer le genre des personnes qu'ils conseillent. Cela a notamment pour effet que le nombre de personnes testées s'identifiant comme divers a de nouveau considérablement augmenté (de 73 à 387 personnes). Ceci montre que les centres s'engagent à poser des questions sur le genre. Ils peuvent ainsi déterminer la proportion des groupes clés NAPS auxquels appartiennent les personnes non binaires.

Traitement

Le nombre de traitements effectués a de nouveau fortement diminué par rapport à l'année précédente. Cette diminution s'explique par le fait que seuls quelques hôpitaux ont fourni des données à ce sujet. En 2023, seuls 52% des centres proposant des traitements ont saisi le nombre de traitements [2022: 60%].

7 DOMAINE ÉDUCATION SEXUELLE/ FORMATION À LA SANTÉ SEXUELLE

Les 75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que 24 autres services spécialisés, prestataires dans le domaine de l'éducation sexuelle, ont été invités à répondre au questionnaire de ce domaine thématique.³⁹ 61% des centres et services ayant participé à l'enquête en ligne 2023 (60 sur 99) indiquent fournir des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle (ill. 3d)

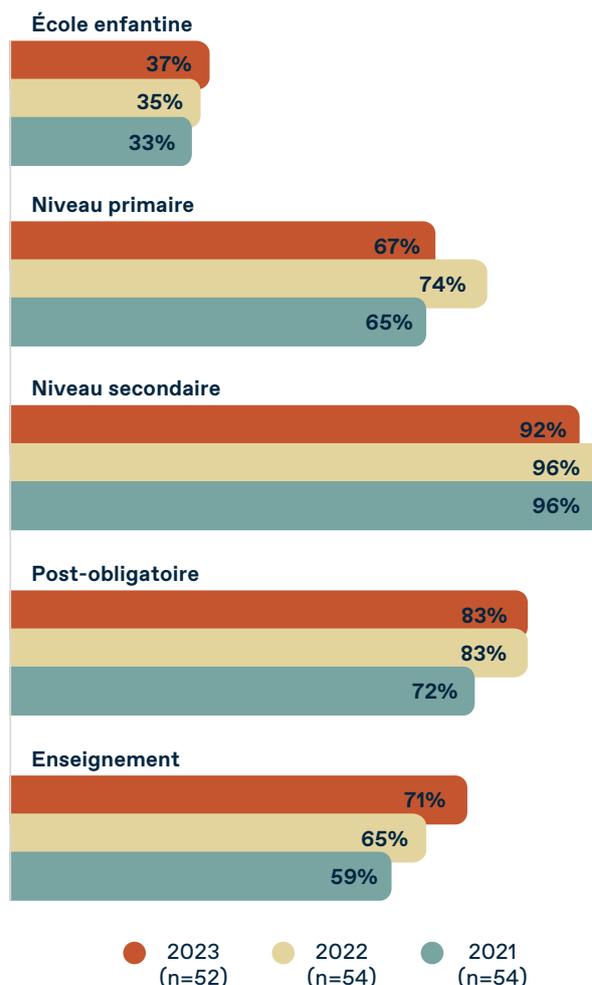
Parmi eux, 72% étaient actifs dans le domaine scolaire [2022: 76%, 2021: 77%, 2020: 72%] et 57% dans le domaine extrascolaire [2022: 80%, 2021: 75%, 2020: 75%]. 57% des centres et services proposent des prestations aussi bien en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire.

7.1. Éducation sexuelle en milieu scolaire

7.1.1. Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

L'évaluation des données de l'enquête en ligne 2023 confirme à nouveau que c'est au niveau de l'école enfantine⁴⁰ que l'offre de prestations est la moins importante (Ill. 13). 37% des centres et services proposant une offre de prestations en milieu scolaire interviennent au niveau de l'école enfantine, et ce dans 10 cantons: BL, FR, GR, JU, SG, TG, VS, NE, SH, VD [2022: 8]. C'est au niveau secondaire avec 92% et au niveau post-obligatoire avec 83% que les centres continuent à être les plus engagés. 67% des centres proposent des prestations au niveau primaire, 71% dans le domaine de l'enseignement spécialisé. Presque deux tiers (65%) des centres intervenant en milieu scolaire (35 sur 54) étaient au bénéfice d'un mandat [2022: 65%, 2021: 76%, 2020: 73%].

Ill. 13 : Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. En comparaison 2021-2023 en %



Exemple de lecture : 67% des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent avoir proposé en 2023 une offre au niveau primaire.

³⁹ Des explications précises à ce sujet figurent au chapitre 3.2.1, ill. 1 et ill. 3d

⁴⁰ Par école enfantine, on entend la première et la deuxième année scolaire (selon HARMOS). Comme la terminologie HARMOS n'est pas encore appliquée dans toute la Suisse, nous avons utilisé le terme d'école enfantine.



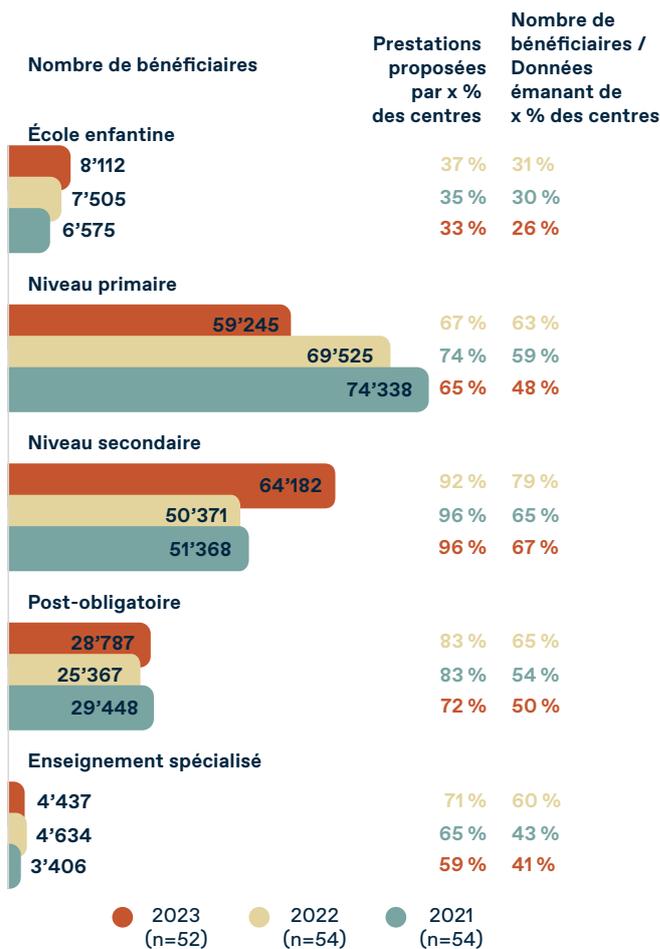
7.1.2. Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

Total des bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire: 85% des centres (44 sur 52) ont fourni des données sur le total des personnes concernées [2022: 89%, 2021: 81%, 2020: 90%]. 165'084 enfants, adolescent·es ou jeunes adultes ont ainsi bénéficié des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire.⁴¹ Le nombre a beaucoup diminué par rapport aux deux dernières années [2022: 177'4478, 2021: 178'836, 2020: 147'294].

Nombre de bénéficiaires par niveau: selon les données des centres ayant participé au monitoring de cette année, 8'112 enfants au niveau de l'école enfantine, 59'245 enfants au niveau primaire, 61'596 adolescent·es au niveau secondaire et 28'787 adolescent·es en milieu scolaire post-obligatoire ont bénéficié des prestations. Dans le domaine de l'enseignement spécialisé, 4'437 enfants et adolescent·es ont bénéficié des prestations. Le tableau 5 indique le nombre de centres ayant fourni des informations à ce sujet.

Genre des bénéficiaires: 35% des centres et services (18 sur 52) ont pu fournir des données sur le genre [2022: 39%, 2021: 37%, 2020: 43%]. 29% des centres et services (15 sur 52) ont pu fournir des données sur les élèves qui ne se classent pas dans cette catégorisation binaire [2022: 28%, 2021: 17%, 2020: 8%]. Ainsi, près de 49% des bénéficiaires se sont classé·es sous féminin, près de 51% sous masculin et 0,2% sous divers. En chiffres absolus: 9'366 sous féminin [2022: 8'926, 2021: 8'276, 2020: 23'705], 9'666 sous masculin [2022: 9'616, 2021: 8'517, 2020: 24'396] et 33 sous divers [2022: 12, 2021: 18, 2020: 17].

Tableau 5: Nombre de bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. Chiffres obtenus en 2021-2023



Exemple de lecture: En 2023, 67% des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire sont intervenus au niveau primaire. 63% ont fourni des données sur le nombre de bénéficiaires (total 59'245 bénéficiaires).

⁴¹ Il s'agit de l'école enfantine, niveau primaire, niveau secondaire, post-obligatoire et enseignement spécialisé.



7.1.3. Lieux d'intervention concernant l'éducation sexuelle en milieu scolaire

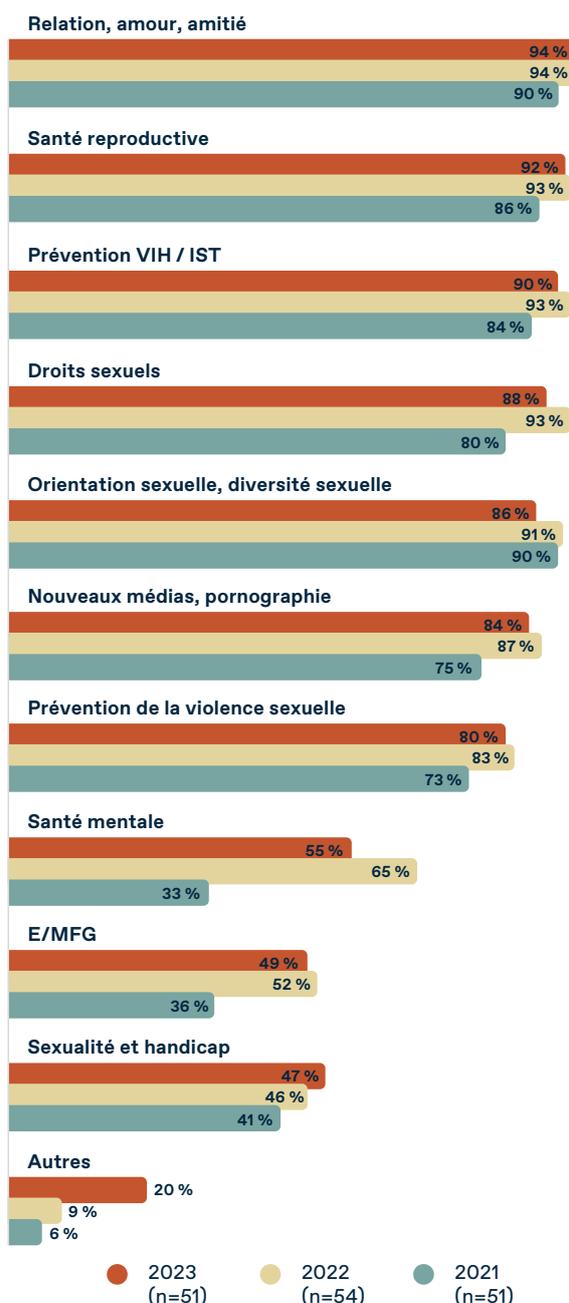
58% des centres et services (29 sur 50) ayant fourni des données relatives aux lieux d'intervention de l'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent être intervenus exclusivement dans les écoles [2023: 62%, 2021: 44%, 2020: 65%] et 2% (1 sur 50) exclusivement dans ses propres locaux [2022: 4%, 2021: 4%, 2020: 0%]. 22% des centres (11 sur 50) sont intervenus tant dans les écoles que dans leurs propres locaux [2022: 31%, 2021: 46%, 2020: 31%]. 20% des centres et services (10 sur 50) mentionnent d'autres lieux, par exemple les locaux d'un hôpital, les institutions spécialisées, les groupes de jeunes et leurs institutions, les foyers ou les salles de séminaire externes [2022: 21%, 2021: 24%, 2020: 6%].

7.1.4. Thèmes prioritaires d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire

Tous les centres sauf un (51 sur 52) ont fourni des indications sur les thèmes prioritaires qu'ils ont abordés dans le cadre de leurs interventions en matière d'éducation sexuelle en milieu scolaire.⁴² Les indications n'ont pas beaucoup changé depuis 2016. Les thèmes les plus souvent cités sont « Relations, amour, amitié » (94%), « Santé reproductive » (92%), « Prévention VIH/IST » (90%) et « Droits sexuels » (88%), suivi d'« Orientation sexuelle, diversité sexuelle » (86%). 20% des centres ont fourni des données sous « Autres thèmes », dont « Consentement », « Sexualité », « sexe en solo », « Circoncision », « développement psychosexuel », « discours sexistes » et « travail du sexe » (Ill. 14).

Dans l'ensemble, ces résultats montrent une fois de plus cette année que l'éducation sexuelle proposée par les centres et services de santé sexuelle ne se limite pas à la seule prévention des risques, mais s'inscrit dans une approche holistique de l'éducation sexuelle.

Ill. 14 : Thèmes prioritaires abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu scolaire en comparaison de 2021-2023 en %



Exemple de lecture: 94% des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire mentionnent « Relations, amour, amitié » comme un des thèmes prioritaires en 2023.

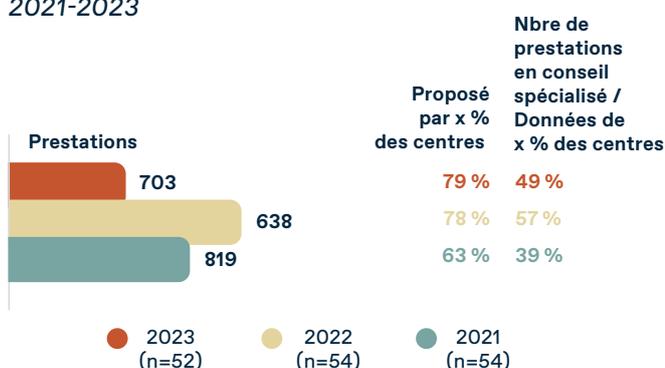
42 Plusieurs mentions possibles.



7.1.5. Conseil spécialisé au personnel enseignant

Les centres et services ont eu la possibilité de mentionner s'ils avaient fourni du conseil spécialisé au personnel enseignant. 79% des centres prestataires en milieu scolaire (41 sur 52) ont répondu positivement. 49% d'entre eux (20 sur 41) ont fourni des données sur le nombre de prestations fournies en ce domaine, à savoir un total de 703 (tableau 6).

Tableau 6 : Nombre de prestations en conseil spécialisé au personnel enseignant. Données saisies : 2021-2023



7.1.6. Conseil spécialisé aux parents

Pour la deuxième fois cette année, les centres et services ont pu mentionner s'ils offraient du conseil spécialisé aux parents. 75% des centres prestataires en milieu scolaire (39 sur 52) disposaient d'une telle offre. Six centres ont déclaré ne pas le savoir. Un tiers des centres et services (13 sur 39) ont indiqué le nombre de consultations qu'ils avaient effectuées, soit un total de 983 conseils (tableau 7).

Tableau 7 : Nombre de prestations en conseil spécialisé aux parents. Données saisies : 2022-2023



7.1.7. Approche par les pairs en milieu scolaire

21% des centres (11 sur 52) prestataires d'éducation sexuelle en milieu scolaire ont proposé une approche par les pairs en 2023 [2022: 19%, 2021: 22%, 2020: 22%]. Ces centres sont situés dans six cantons : BL, FR, GR, NE, VD et VS. Ces 11 centres ont tous fourni des données sur le nombre d'élèves [2022: 4, 2021: 5, 2020: 4]. Selon les données fournies par les 11 centres, 10'818 élèves ont bénéficié de cette offre en 2023 [2022: 7'541, 2021: 5'070, 2020: 5'719].

Le prestataire le plus important reste la Fondation PROFA dans le canton de Vaud avec son offre « Georgette in Love », suivi de Générations Sexualités Neuchâtel (GSN) à Neuchâtel. Bon nombre d'élèves ont aussi pu profiter de l'offre du Centre Empreinte/le tremplin à Fribourg et des centres SIPE en Valais.⁴³

7.2. Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)

7.2.1. Offre de prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire

Au total, 57% des centres et services (41 sur 72) ayant participé à l'enquête en ligne 2023 proposent des prestations d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire [2022: 80%, 2021: 75%, 2020: 75%]. 59% de ces centres (24 sur 41) sont au bénéfice d'un mandat [2022: 39%, 2021: 64%, 2020: 35%].

7.2.2. Nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention (setting)

Des 41 centres prestataires en milieu extrascolaire, 30 d'entre eux ont enregistré le nombre de bénéficiaires, soit un total de 13'330 [2022: 18'219, 2021: 7'802, 2020: 3'141]. 34% des centres ont pu fournir des données sur le genre masculin ou féminin (14 sur 41). 24% des centres ont également pu fournir des données sur les élèves ne se classant pas dans cette catégorisation binaire (10 sur 41). Ainsi, 51% se sont classés sous féminin, 49% sous masculin et aucun-e sous divers. En chiffres absolus, ceci représente 901 bénéficiaires de genre féminin, 750 de genre masculin et 0 sous divers.

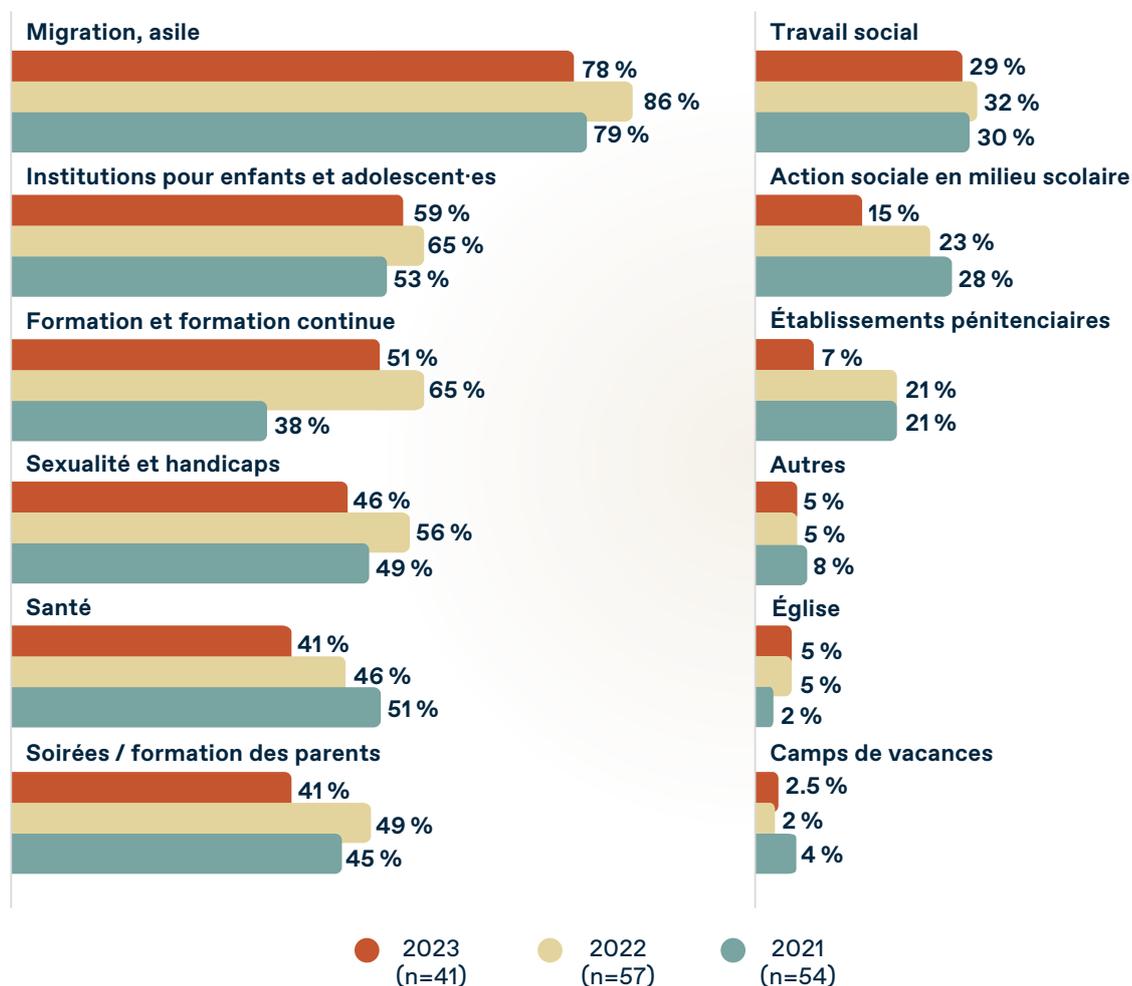
⁴³ Les données d'un grand prestataire (Antenne Sida et questions sexuelles, St-Gall) manquent cette année, ce qui pèse nettement sur les chiffres au vu du faible nombre de centres spécialisés.



Le nombre de prestataires et les cadres d'intervention ont été répertoriés (III. 15). C'est toujours dans le milieu « Migration / Asile » que le taux d'interventions est le plus important (78%), suivi par « Institutions pour enfants et adolescent·es » (59%) et « Formation de base

et continue dans le domaine école / formation » (51%). Le cadre d'intervention « Camps de vacances » est à nouveau en dernière position (2,5%). Dans les autres cadres d'intervention, les centres ont cité « maison pour mère et enfant » et « association sportive ».

III. 15: En nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention, en comparaison 2021-2023 en %



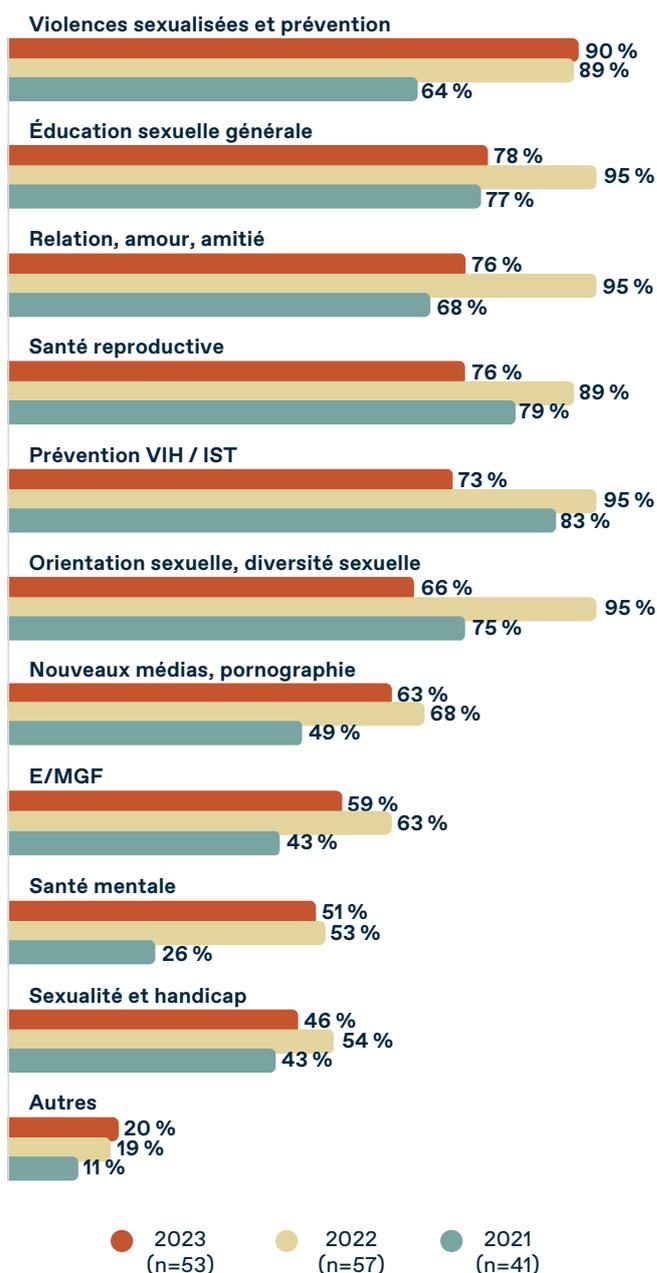
Exemple de lecture: En 2023, 59% des centres prestataires proposant une offre d'information et d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire ont fourni des prestations dans le cadre d'intervention «Institutions pour enfants et adolescent·es».



7.2.3. Thèmes prioritaires abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire

Les positions de tête ont changé dans les 41 centres et services proposant des prestations d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire. Ceci à la différence de l'éducation sexuelle en milieu scolaire, où le top 4 des thèmes prioritaires est resté relativement inchangé depuis 2016. Alors que pendant longtemps, les thèmes prioritaires étaient «Prévention VIH/IST», «Relations, amour, amitié», «Orientation sexuelle, diversité sexuelle» et «Droits sexuels», ce sont désormais «Violences sexualisées et prévention», «Droits sexuels», «Relations, amour, amitié» et «Santé reproductive». Comme dans le domaine scolaire, 20% des centres ont donné des indications sur «Autres thèmes». Des thèmes tels que «Développement psychosexuel», «échange sur les conditions sexuelles dans le pays d'origine et en Suisse», «Sexualité» ainsi que «Confiance en soi et puberté» ont été mentionnés. Une comparaison entre les thèmes prioritaires pour les années 2021-2023 se trouve sous ill. 16.

Ill. 16 : Thèmes prioritaires abordés en milieu extrascolaire en comparaison 2021-2023 en %



Exemple de lecture: Le thème prioritaire «Violences sexualisées et prévention» a été mentionné en 2023 par 90% des centres et fait partie cette année (nouveau) des quatre thèmes les plus importants.



7.2.4. Approche par les pairs en milieu extrascolaire

À la question de savoir si les centres avaient fourni des prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire selon l'approche par les pairs, 7 centres ont répondu par l'affirmative dans les cantons de VD, (Centre de Prévention VIH/IST), GR (Antenne Sida Grisons) et VS (Centres SIPE du Valais, Antenne Sida du Haut-Valais). 17% des centres disposent ainsi d'une offre par les pairs, soit le même pourcentage qu'en 2021 (III. 17).

Des 7 centres et services ayant fourni des prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire, 6 ont enregistré le nombre des bénéficiaires, soit un total de 5'111 [2022: 9'393, 2021: 2'586]. Aucun de ces centres et services n'a fourni des données sur le genre des bénéficiaires.

III. 17 : Centres proposant une approche par les pairs en milieu extrascolaire. En % de l'ensemble des centres prestataires en éducation sexuelle 2017-2023



Exemple de lecture : En 2023, 17% de l'ensemble des centres prestataires en milieu extrascolaire ont proposé une offre d'approche par les pairs.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 7 : Domaine « Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle »

Éducation sexuelle en milieu scolaire

Avec 61%, le taux des centres et services fournissant des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle en milieu scolaire a baissé par rapport à l'année précédente (2022: 76%). Une augmentation continue des offres en matière d'éducation sexuelle est constatée dans le domaine de l'enseignement spécialisé.

Thèmes prioritaires dans le domaine scolaire

Le monitoring de cette année révèle une différenciation des thèmes dans les offres d'éducation sexuelle dans le domaine scolaire. En plus des catégories existantes, un nombre nettement plus important de centres ont indiqué « d'autres thèmes » comme thèmes prioritaires, en particulier: « Consentement », « Sexualité », « Sexe en solo », « Circoncision », « Développement psychosexuel », « Discours sexistes » et « Travail du sexe ». Cette évolution montre d'une part les limites des catégories existantes. D'autre part, elle montre clairement que l'éducation sexuelle holistique est multiple et que des thèmes tels que le consentement, les discours sexistes, le travail du sexe, etc. sont abordés de manière significative.

Thèmes prioritaires dans le domaine extrascolaire

À la différence de l'éducation sexuelle en milieu scolaire, le top 4 des thèmes prioritaires dans le domaine extrascolaire a changé pour la première fois. Il s'agit désormais de « Violences sexualisées et prévention », « Droits sexuels », « Relation, amour, amitié » et « Santé reproductive ». Les thèmes « Prévention du VIH et des IST » et « Orientation sexuelle, diversité sexuelle » n'en font plus partie.

8 EXCISION (EXCISION / MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES, E/MGF)

Pour la première fois, les 75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que six autres centres d'accueil régionaux E/MGF ont reçu le questionnaire pour répondre à ce domaine thématique.⁴⁴ 48% des centres ayant participé à l'enquête (39 sur 81) ont indiqué être actifs dans le domaine du conseil en matière de E/MGF. Parmi eux, 95% (37 sur 39) sont des antennes régionales du Réseau suisse contre l'excision.

54% de ces centres conseillant dans ce domaine (21 sur 39) ont indiqué à quelle fréquence le thème E/MGF faisait l'objet d'une consultation psychosociale. Selon l'enquête en ligne, le thème E/MGF a été abordé dans 70 cas au total en 2023, ceci dans le cadre d'une consultation.

8.1. Conseil spécialisé

Les centres interrogés ont pu indiquer s'ils avaient proposé des consultations individuelles spécialisées. 62% des centres conseillant dans le domaine des E/MGF (24 sur 39) ont répondu par l'affirmative à cette question.

Parmi elles, 67 % (16 sur 24) ont indiqué combien de personnes elles avaient conseillées, soit un total de 147 personnes au total (dossiers).

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 8 : Domaine « E/MGF »

L'intégration des questions relatives au domaine thématique E/MGF dans le monitoring de la santé sexuelle donne pour la première fois des renseignements sur le nombre de consultations E/MGF en Suisse. Les données d'un premier recensement sont encore peu significatives. Un travail de sensibilisation supplémentaire est nécessaire pour que les chiffres soient saisis systématiquement et correctement. Comme il n'existe pas encore de chiffres comparatifs avec d'autres années, une interprétation des résultats est compliquée.

Points de contact régionaux E/MGF

95% des services ont indiqué qu'ils étaient un point de contact régional du Réseau suisse contre l'excision. Cela montre à quel point le travail de mise en place du Réseau fonctionne bien. Il convient néanmoins de noter d'un point de vue critique que toutes les indications n'étaient pas correctes. Certains centres ont indiqué être un point de contact régional, bien qu'ils ne soient pas répertoriés en tant que tels sur le [site internet du Réseau](#). Le Réseau suisse contre l'excision serait favorable à ce que les centres de consultation en matière de grossesse reconnus et actifs dans ce domaine suivent une formation.

E/MGF Objet des consultations

Le nombre de consultations est faible, avec 70 consultations. Cela s'explique en partie par le fait que seuls deux des six centres d'accueil spécialisés ayant reçu seulement les questions E/MGF ont rempli le questionnaire en ligne pour l'année 2023 (voir ill. 3e). Les centres ne disposent pas tous des mêmes ressources financières, ce qui complique l'effort supplémentaire à fournir pour le monitoring. Le travail de sensibilisation du réseau doit permettre de limiter la charge de travail pour les nouveaux points de contact et de faire en sorte qu'ils considèrent l'enquête chiffrée comme une opportunité.

Conseils spécialisés

Près des deux tiers des antennes régionales ont proposé des conseils spécialisés individuels, ce qui est très réjouissant. Les réunions de prévention et les formations continues de spécialistes n'ont pas été comptabilisées et auraient conduit à un chiffre nettement plus élevé. Ces prestations n'ont pas été demandées afin de réduire la complexité du Monitoring.

⁴⁴ Des explications détaillées sont fournies au chapitre 3.2.1, ill. 1 et ill. 3e.

9 COMMENTAIRE FINAL DE SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Nous remercions chaleureusement les nombreux centres et services spécialisés qui ont participé à l'enquête en ligne du monitoring 2023.

Les centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que les autres centres spécialisés en santé sexuelle fournissent continuellement un travail de grande qualité et veillent à ce que les différents groupes concernés de leur canton aient accès à des conseils et des informations sur la grossesse, la contraception, les IST, l'éducation sexuelle et E/MGF. En tant qu'organisation faitière des centres de santé sexuelle, SSCH salue le large champ d'action des centres. Pour la population, cela représente une réelle plus-value, car les personnes peuvent s'adresser à un seul endroit pour leurs préoccupations en matière de santé sexuelle et obtenir le service souhaité.

Il est réjouissant de constater que de plus en plus de centres enregistrent le genre des personnes qu'ils conseillent. On observe ainsi une augmentation continue du nombre de personnes s'enregistrant sous divers.

Un grand nombre de centres proposent de plus en plus de tests VIH/IST. Ils s'adaptent ici aussi aux évolutions sociales et répondent aux besoins de groupes cibles spécifiques. Plusieurs centres développent de nouvelles offres, décentralisent l'accès à ces offres ou les rendent plus accessibles. Ils abaissent ainsi les barrières d'accès à l'information et au conseil, apportent une contribution importante à la promotion de la santé, notamment pour les personnes concernées par de multiples discriminations.

Les mouvements politiques et de la société civile qui remettent en question les droits sexuels constituent un défi majeur pour les centres. Ces derniers doivent investir beaucoup de temps pour informer et sensibiliser, en particulier les parents et le personnel enseignant, en ce qui concerne leurs prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle.

CONTACT

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Céline Berset
celine.berset@sexuelle-gesundheit.ch
+41 31 311 44 08

ANNEXE

Liste des centres et services ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2023

Centres de consultation en matière de grossesse reconnus selon RS 857.5 (70 de 75 = 93 %)

Canton	Centre de consultation	Lieu
AG	Sexuelle Gesundheit Aargau	Aarau
BE	Beratungsstellen sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Bern, Biel, Burgdorf, Interlaken, St.Imier, Tavannes, Thun
BL	Kantonale Beratungsstelle für Schwangerschafts- und Beziehungsfragen, Fachstelle sexuelle Gesundheit	Binningen, Liestal
FR	Freiburger Fachstelle für sexuelle Gesundheit	Freiburg, Bulle
GE	Unité de santé sexuelle et planning familial	Genf, Onex
GL	Beratungsstelle für Partnerschafts-, Familien- und Sexualfragen	Glarus
GR	adebar – Fachstelle für sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Chur
JU	Centre de Santé Sexuelle – Planning Familial Jura	Delémont, Porrentruy, Le Noirmont
LU (NW, OW)	elbe – Fachstelle für Lebensfragen	Luzern
NE	Centre de santé sexuelle – Planning familial	La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel
SG (AI, AR)	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	St. Gallen, Jona, Wattwil, Sargans
SH	Beratungsstelle für Partnerschaft und Schwangerschaft	Schaffhausen
SO	Fachstelle Beziehungsfragen Kanton Solothurn	Grenchen, Breitenbach, Olten, Solothurn
SZ	Triaplus AG, Fachstelle für Einzel-, Paar- und Familienberatung	Pfäffikon, Goldau
TG	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	Frauenfeld
TI	Consultori di salute sessuale EOC	Locarno, Lugano, Bellinzona, Mendrisio
UR	Schwangerschaftsberatungsstelle Uri	Altdorf
VD	Fondation PROFA - Consultation en santé sexuelle et planning familial	Lausanne, Aigle, Payerne, Renens, Morges, Nyon, Vevey, Yverdon
VD	Fondation PROFA - Conseil en périnatalité	Lausanne, Aigle, Payerne, Renens, Morges, Nyon, Vevey, Yverdon
VD	CHUV – Conseil en périnatalité et liason	Lausanne
VD	CHUV – Centre de santé sexuelle – Planning familial	Lausanne
VS	SIPE – Centres de consultation	Sion, Sierre, Monthey, Martigny, Brig
ZG	eff-zett das Fachzentrum Sexual- und Schwangerschaftsberatung Zug	Zug
ZH	Schwangerschaftsberatungsstellen an den Spitälern	Limmattal, Männedorf, Uster, Zürich, Zürich (Triemli), Winterthur, Wetzikon



Autres services spécialisés prestataires en éducation sexuelle (21 sur 24 = 89%)

Canton	Service spécialisé	Lieu
BE	Aids Hilfe Bern	Bern
BE	Berner Gesundheit	Bern
BE	APESE/santé bernoise	Bern
BE	ABQ – Vielfalt macht Schule	Bern
BS/BL	Aids-Hilfe beider Basel	Basel
FR	Empreinte/le Tremplin	Fribourg
GE	Service de santé de l'enfance et de la jeunesse SSEJ	Genf
GR	Aidshilfe Graubünden	Chur
JU	AJDAES Association jurassienne des animatrices en éducation sexuelle	Blure
LU	S&X Sexuelle Gesundheit Zentralschweiz	Luzern
NE	GSN Générations Sexualités Neuchâtel	Neuchâtel
SH	VJPS – Verein für Jugendfragen, Prävention und Suchthilfe	Schaffhausen
SZ	Gesundheit Schwyz	Goldau
TG	Perspektive Thurgau, Sexuelle Gesundheit und Sexualpädagogik	Weinfelden
VD	Fondation PROFA – Centre de compétences VIH-IST	Lausanne
VD	Fondation PROFA – Service d'éducation sexuelle	Renens
VS	Aidshilfe Oberwallis	Visp
VS	Antennes Sida du Valais romand	Sion
ZH	liebesexundsoweiter, sexualpädagogik & beratung	Winterthur
ZH	Lust& Frust Fachstelle für Sexualpädagogik und Beratung.	Zürich
ZH	SpiZ – Sexualpädagogik in Zürich	Zürich

Autres services sur le thème grossesse et conseil indépendant dans le diagnostic prénatal (2 von 2 = 100%)

Canton	Service spécialisé indépendant	Lieu
ZH	Appella – Telefon- und Onlineberatung Zürich	Zürich
ZH	Verein ganzheitliche Beratung und kritische Information zu pränataler Diagnostik	Zürich

Autres services sur le thème E/MGF (2 de 6 = 33%)

Canton	Service thème E/MGF	Lieu
BS/BL	Anlaufstelle beider Basel gegen Mädchenbeschneidung FGM/C, Liestal	Liestal
LU	Luzerner Kantonsspital, Sprechstunde für Frauen mit Genitalbeschneidung	Luzern



*** SANTÉ SEXUELLE
SEXUELLE GESUNDHEIT
SALUTE SESSUALE**
SUISSE SCHWEIZ SVIZZERA